

**République Algérienne Démocratique Populaire**  
**Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique**  
**Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou**

**Faculté des Sciences Economiques, Commerciales et des Sciences de  
Gestion**

**Département des Sciences commerciales**



**Polycopié pédagogique**

**Histoire de la pensée économique (H.P.E)**

**Niveau : 1<sup>ère</sup> année Tronc commun (LMD)**

**Spécialité : Licence (L1)**

**Chargée de cours et TD : Dr. SIDI MAMMAR Lydia**

**Année universitaire: 2023/2024**

## **Introduction générale**

Enseigner l'histoire de la pensée économique, c'est restituer les idées économiques, de manière chronologique, dans leur contexte, comprendre la logique du développement de la discipline, de ses prémices jusqu'à son état actuel, souligner la permanence des débats fondamentaux, et identifier les oppositions irréductibles qui nourrissent le débat économique.

Ce polycopié, qui s'adresse aux étudiants de première année licence ambitionne de présenter à l'évolution de la pensée économique au fil du temps comme un cheminement continu parfois discontinu avec des retours en arrière, des controverses et des recompositions permanentes.

Étudier l'Histoire de la Pensée Économique, c'est permettre à l'étudiant de prendre connaissance des approches de cette science, l'accent étant mis moins sur les auteurs et leurs ouvrages que sur les courants de pensée et leur enchaînement dans le temps et dans l'espace. Cependant, ce cours n'est évidemment pas exhaustif car il ne couvre ni l'ensemble des théories ni l'entièreté du domaine économique.

Pour remplir l'objectif du module HPE, le cours est composé de huit chapitres distincts et pour chacun des chapitres nous ferons un effort de synthèse pour transmettre les idées clés développées par les théoriciens de chaque école. Le cours est également complété par des travaux dirigés (TD) où des thèmes d'exposés, en lien avec chaque chapitre, sont proposés aux étudiants.

Nous entamerons ce cours par un chapitre introductif consacré à la définition de la science économique, à clarifier son statut aux côtés des autres disciplines et définir son objet. Le premier (1) et deuxième (2) chapitres abordent la pensée économique de l'antiquité (Platon et Aristote) jusqu'au moyen-âge (Saint Thomas d'Aquin). Le troisième chapitre (3) reprend les éléments fondateurs de la doctrine mercantiliste. Le quatrième chapitre (4) aborde l'école physiocratique dont le chef de file est le médecin François Quesnay qui est considéré comme l'un des précurseurs de la pensée en économie. Le cinquième chapitre (5) est consacré à l'école classique qui constitue véritablement l'école fondatrice de l'économie politique moderne depuis l'œuvre de Smith en 1776. Le sixième chapitre (6) reprend la pensée de Marx sur les questions économiques en examinant les travaux de Smith et de Ricardo (notamment sur la théorie de la valeur) et en plaçant la lutte des classes au centre du débat. Le septième chapitre (7) traite de la révolution marginaliste. Le huitième chapitre (8) traite de la révolution keynésienne.

## **Plan du cours :**

**Chapitre introductif :** Statut et Objet de l'HPE

**Chapitre 01 :** La pensée économique durant l'antiquité

- Contexte général
- Les réflexions économiques dans l'antiquité grecque

**Chapitre 02 :** La pensée économique du moyen âge

- La pensée économique de l'Occident médiéval Chrétien
- La pensée économique de l'Orient musulman

**Chapitre 03 :** Le mercantilisme

- Le contexte d'apparition du mercantilisme
- Les fonds communs (fondements) de la doctrine mercantiliste
- Les diversités nationales

**Chapitre 04 :** Le capitalisme agricole : la physiocratie

- Contexte général
- Les principes fondateurs du système physiocrate
- Le Tableau Economique de Quesnay
- Les limites de la portée physiocrate

**Chapitre 05 :** La pensée classique et naissance de l'objet de la science économique

- Contexte général d'émergence de l'école classique
- Les fondements de l'école classique
- L'analyse de la richesse par les auteurs classiques
- L'analyse classique de la valeur et des prix
- Loi de Say et analyse monétaire chez les classiques

**Chapitre 06 :** Critique de la pensée classique : la pensée marxiste et socialiste

- Contexte global
- Les fondements de la pensée marxiste
- Les contradictions du capitalisme

### **Chapitre 07 : La pensée néoclassique « le marginalisme »**

- Contexte d'émergence de la pensée néoclassique
- Les principes fondateurs de la pensée néoclassique
- L'apport des néoclassique

### **Chapitre 08 : La rupture Keynésienne**

- Contexte d'émergence de la pensée keynésienne
- Les principes généraux de la théorie keynésienne
- La Demande effective et marché du travail
- La consommation, une variable macroéconomique
- Le rôle de l'incertitude et des anticipations
- Thésaurisation et utilisation de l'épargne des ménages
- L'intervention de l'Etat
- Intervention de l'Etat et effet multiplicateur

## **Chapitre introductif : Statut et objet de l'HPE**

Le développement de la réflexion économique est lié à la naissance du problème économique. Ce dernier a émergé avec l'existence de l'activité économique, laquelle est aussi ancienne que les sociétés organisées.

Les problèmes économiques qui ont marqués les sociétés depuis des millénaires se sont centrés sur : l'origine et la nature de la richesse, la valeur et les prix des biens, les fonctions de la monnaie, le rôle de l'Etat et les rapports pouvant exister entre ces catégories. Restituer l'histoire des réponses apportées à ce questionnement constitue l'objet du module d'HPE.

L'analyse de l'évolution des pensées économiques au fil du temps se présente comme un cheminement continu parfois discontinu avec des retours en arrière, des controverses et des recompositions permanentes.

### **1. L'objet de la science économique**

La question même de la définition de l'objet de la science économique, du questionnement qui l'identifie comme discipline autonome, a reçu, dans l'histoire de la pensée, des réponses diverses. Identifiée à une science des richesses, elle se définira ensuite comme la science des choix individuels en univers de rareté. Au-delà de ces définitions particulières, la question commune qui rassemble les économistes est celle du processus de formation des « grandeurs » économiques.

#### **1.1. À la période « classique » : l'économie science des richesses :**

Le titre de l'ouvrage d'Adam Smith « *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* », (1776), constitue d'ores et déjà une définition de l'économie qui a été adoptée par les auteurs de l'époque. Les classiques sont donc des contemporains de la première révolution industrielle, du développement du capitalisme industriel, puis de ses crises dans la seconde moitié du XIXe siècle.

Leur interrogation principale concerne donc ce qu'on appellerait aujourd'hui le processus de croissance économique, c'est-à-dire le processus d'accumulation des richesses. Il s'agit de s'interroger sur :

➤ Les causes de la richesse (ce qui conduit à s'interroger sur le processus de production, le mécanisme de la division du travail et les mécanismes de l'échange);

- Sur sa nature (ce qui conduit à s'interroger sur la nature de la monnaie et les concepts de valeur et de prix);
- Sur sa répartition (détermination des revenus et mécanismes de la redistribution).

Par ailleurs, en suivant ces interrogations, l'enrichissement est le but fondamental de l'individu et de la société. L'économie politique est définie alors comme la science de la richesse.

## **1.2. À la période contemporaine : la « science économique », science des choix en univers de rareté**

À la suite de la révolution « marginaliste », les auteurs néoclassiques (Alfred Marshall, *Principes d'économie politique*, 1890) vont mettre l'accent sur l'existence de la *rareté*. Selon eux, c'est l'existence des contraintes de rareté qui crée le problème économique, lequel devient pour l'essentiel un problème de choix.

- Quoi produire et en quelle quantité (à quelle production affecter les ressources productives dès lors que celles-ci ne sont pas illimitées) ?
- Comment le produire ? (Quelle est la combinaison productive la plus efficace, c'est-à-dire la plus « économe » ?)
- Pour qui le produire ? (Comment répartir la richesse créée dès lors que celle-ci est rare ?)

Cette problématique du « que, comment et pour qui produire », qui est commune à toutes les sociétés, ramène ainsi l'activité économique à trois actes fondamentaux : la production, consommation, et la répartition.

L'acte économique provient du fait que la nature ne fournit pas gratuitement et en quantités illimitées ce dont les hommes ont besoin ; ces derniers doivent donc travailler et s'organiser de façon à satisfaire leurs besoins en utilisant les ressources dont ils disposent.

### **1.3. Un objet commun : la formation des grandeurs économiques**

En somme, le questionnement particulier des économistes peut se décliner en deux temps. Il s'agit de comprendre :

- 1) Comment les agents économiques (individus, pouvoirs publics, entreprises, organisations...) effectuent, dans un monde caractérisé par la rareté a priori des ressources disponibles, leurs choix (de production, de consommation, d'investissement...), puis

- 2) Comment ces choix sont coordonnés de manière à déterminer (bien ou mal) le niveau et l'allocation (la répartition) des richesses produites.

Ce faisant les économistes choisissent de s'intéresser en fait au processus de la formation de toutes les grandeurs économiques (richesse, prix, revenus, valeurs, niveau d'emploi...). Et les relations économiques sont identifiées du même coup, parmi l'ensemble des relations sociales, comme celles qui ont la particularité de donner naissance à des grandeurs mesurables.

## **2. Méthode de la science économique**

Nous avons 03 trois méthodes pour étudier l'HPE :

### **2.1.L'histoire de la pensée économique du point de vue de son aboutissement**

On peut faire l'histoire de la discipline du point de vue de son aboutissement, retenant l'idée d'un progrès constant des connaissances ( *History of Economic Analysis*, 1956). Les théories passées sont alors étudiées et jugées à l'aune de ce qui constitue la science économique moderne : elles apparaissent soit comme des avancées, soit comme des reculs sur le chemin qui conduit à ce que la science économique est aujourd'hui. Évidemment une telle vision conduit à faire de l'histoire de la pensée économique une archéologie et, considérant que la théorie économique moderne est l'état le plus avancé et le plus achevé de la science, l'histoire de la pensée économique est jugée *a priori* inutilisable pour comprendre les débats modernes ; le risque est alors grand de la faire sortir de la discipline : faire de l'histoire de la pensée économique, ce serait alors davantage faire de l'histoire que faire de l'économie (au sens de contribuer à l'avancement de la connaissance économique).

### **2.2.L'histoire de la pensée économique du point de vue de son origine**

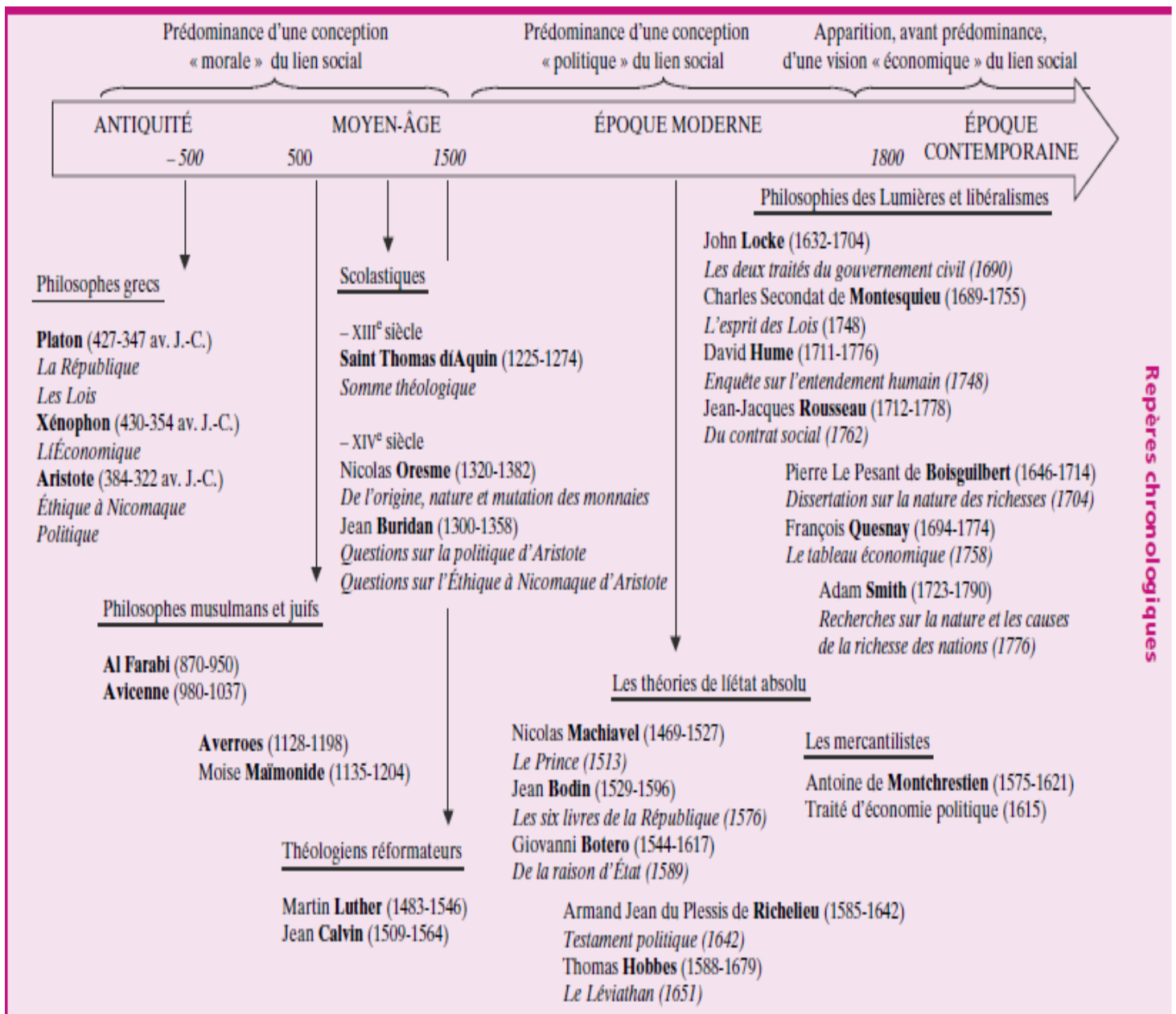
On peut aussi faire de l'histoire de la pensée économique du point de vue de son point de départ (Adam Smith et la théorie classique). Le risque serait alors de biaiser la vision de la discipline par l'acceptation de l'idée que celle-ci serait nécessairement caractérisée par certains traits constitutifs de la pensée classique, qui pourtant n'existaient pas avant elle et ne seront pas admis unanimement après, y compris par des auteurs qu'il serait difficile d'exclure du périmètre de la discipline. En outre, la pensée économique précapitaliste était d'un apport considérable pour l'évolution de la pensée économique contemporaine. Il serait donc injuste de nier son influence sur la continuité de la réflexion économique.

### **2.3.L'histoire de la pensée économique du point de vue de la permanence des questions et des débats fondamentaux.**

Une dernière possibilité est de faire de l'histoire de la pensée économique de manière à éclairer les débats contemporains. Ainsi, faire de l'histoire de la pensée économique, ce peut être restitué les idées économiques, de manière chronologique, dans leur contexte, mais ce peut-être surtout, au-delà de l'immersion dans le factuel, comprendre la logique du développement de la discipline, de ses prémisses jusqu'à son état actuel, et souligner la permanence des débats fondamentaux, repérer les questions non encore résolues, identifier les oppositions irréductibles qui nourrissent le débat économique.

Selon ce dernier point de vue, l'histoire de la pensée économique fait alors partie intégrante de la théorie, au sens où elle contribue au progrès de la discipline en lui permettant de prendre conscience de ses limites. C'est le point de vue que nous adopterons dans ce module.

**Figure N°01 : Evolution spatio-temporel de l'Histoire de la pensée économique.**



Repères chronologiques

Source : Deleplace G., Laviaille C., 2008, « Histoire de la pensée économique », édition Dunod, Paris, p. 14.

## Chapitre N°01 : La pensée économique antique

La pensée économique est aussi vieille que l'homme, parce que la lutte des hommes pour l'obtention des ressources a toujours existé<sup>1</sup>. De l'antiquité au moyen âge, la réflexion économique est dominée par les interrogations que suscite, d'un point de vue essentiellement moral, le développement de l'économie marchande.

La pensée économique pendant l'âge antique s'est développée parallèlement dans plusieurs régions à travers le monde (la Grèce, la Chine, le Japon, l'Inde, Rome...etc.). La civilisation grecque considérée comme la plus importante en termes d'idées économiques ayant assuré la continuité de la réflexion pour aboutir à la constitution finale de la science économique. Les premières conceptualisations de l'ordre social furent le fait des philosophes qui abordèrent les questions liées à la richesse, à l'échange de marchandises et de la monnaie ainsi qu'au rôle de l'Etat dans le maintien de la cohésion sociale.

La pensée économique antique a jeté les bases de nombreux concepts économiques modernes, tout en étant marquée par les contextes sociaux et politiques de l'époque. Elle a notamment influencé les réflexions sur le rôle de l'État et de l'éthique dans l'économie. Les économistes grecs se sont intéressés aux échanges commerciaux, à la monnaie, à la propriété privée et au rôle de l'État dans l'économie.

L'objectif de ce chapitre est de cerner le contexte général dans lequel ont émergé les idées économiques pendant l'antiquité et identifier ainsi les thèses apportées par les différents penseurs de cette époque.

### 1. Contexte général

La Grèce antique se caractérise par l'émiettement du pouvoir politique entre plusieurs cités indépendantes. Cependant, deux d'entre elles jouèrent un rôle prééminent : Athènes (berceau de la démocratie) et Sparte (oligarchie militaire).

La cité athénienne connaît de profondes transformations économiques la faisant évoluer d'une structure d'économie naturelle vers une structure d'économie marchande<sup>2</sup>. Ce développement est rendu possible par un certain essor économique dans trois (03) principales activités : *l'agriculture, le commerce et l'artisanat*.

- 1) L'agriculture est au fondement de l'économie grecque. Depuis les plus hautes époques, elle est fondée sur le « triptyque méditerranéen » : céréales, huile d'olive et vigne : base de l'alimentation. L'économie est en grande partie fondée sur

---

<sup>1</sup> Poulalion G., 1995, « Histoire de la pensée économique : des origines à nos jours », édition L'HERMES, p. 10.

<sup>2</sup> Boncoeur Jean, Thouément, 2014, « Histoire des idées économiques de Platon à Marx », 4<sup>ème</sup> édition Armand Colin, Paris, p. 21.

l'autosuffisance des familles. Cela passe par une production agricole importante, et des esclaves sont souvent utilisés pour ces tâches.

- 2) Un développement important du commerce par voie maritime a eu lieu. Le déploiement d'importantes flottes marchandes a été déterminant. Ainsi, les principaux points d'échange pour les Grecs étaient l'Égypte, l'Italie et des régions de Libye comme la Cyrénaïque (début du commerce international). La principale importation pour les Grecs était : le blé, le papyrus et le bois. En ce qui concerne les exportations, les Grecs vendaient de l'huile d'olive, du vin et des céramiques à l'étranger.
- 3) L'artisanat est également très développé. En ce sens, il convient de souligner l'importance d'activités telles que, la céramique et le métal, compte tenu également du poids des autres artisanats liés au bois et aux textiles. L'unité de travail de base dans l'artisanat grec était l'atelier et que, dans ce secteur, le travail forcé était parfois utilisé.

Parallèlement, de grandes avancées économiques ont été introduites, telles que, *l'utilisation généralisée de la monnaie, la figure des banquiers et l'apparition de grands marchands.* Les procédures de prêt notamment aux armateurs, y sont développées.

Dans son processus de développement, Athènes se heurte à sa rivale, Sparte, la cité de l'intérieur. La guerre du Péloponnèse qui oppose les deux cités, entre 431 à 404 av. J.C., s'achève par la victoire de Sparte. Il s'ensuit à Athènes une crise politique doublée d'une crise sociale. L'expansion commerciale de la cité s'est accompagnée d'un développement des inégalités et des frustrations. La reconcentration des terres a provoquée l'exode des petits agriculteurs vers les villes, où ils ne peuvent trouver du travail, qui est réservé en priorité aux esclaves. Dans le même temps, les « nouveau riches », marchands et financiers, ne peuvent exercer une influence sur le plan politique, n'étant pas citoyens.

**L'équilibre social est compromis.** Les lois de la cité, qui jusqu'à présent avaient un caractère sacré, sont remises en cause. C'est sur ce fond de crise que se développe un débat politique et économique entre philosophes.

## **2. Les réflexions économiques dans l'antiquité grecque**

La connaissance économique a été principalement le fait des philosophes qui ont délibérément privilégié l'éthique comme angle d'approche de ces problèmes. **A cette époque, l'économie n'existe pas en tant que telle, elle était une simple branche de la philosophie.** Ainsi, la pensée économique se trouve dans la philosophie. Cette dernière était un moyen de diriger un pays, elle est basée sur la morale et l'éthique.

La perception de la place de l'économie dans la société antique se concrétise en abordant les questions économiques avancées par trois figures : Xénophon, Platon et Aristote.

Platon et Aristote ont développé des réflexions sur l'économie, la richesse et la justice sociale. Ils critiquaient l'accumulation illimitée de la richesse.

### **2.1.Xénophon : l'économique comme art de la gestion domestique**

C'est à Xénophon (vers 426-354 av. J.-C.), élève de Socrate, que l'on doit donc le terme « d'économie ». Après avoir servi comme soldat au service de Sparte, Xénophon se retire pour exploiter un domaine agricole. Au sein d'une œuvre très diverse, quatre ouvrages sont tirés de ses expériences, dont *L'économique* et *Les revenus*.

Dans le cadre de ces traités d'administration patrimoniale, « l'économique », terme dérivé de *oikos* (la maison) et *nomos* (l'administration), se réduit aux règles de bonne gestion domestique. L'interrogation sur ces questions ne peut donc par définition pas être une interrogation politique sur l'ordonnement des cités. Xénophon ne s'intéresse qu'à l'administration des domaines ruraux, se contentant précisément de mettre en évidence l'importance de l'agriculture dans la production des richesses.

L'Économique retrace un dialogue entre Socrate et Ischomaque, autour d'un thème unique, celui de l'administration d'un domaine agricole. On retrouve l'idée selon laquelle la pensée économique antique est intimement liée à l'administration domestique. L'ouvrage comprend aussi des développements sur les stratégies d'accroissement des richesses : ainsi le père d'Ischomaque dit acheter des terres à bas prix pour les revendre bien plus cher après les avoir défrichées. L'art de l'économie est de facto celui du bon gestionnaire. Tandis que bon père de famille peut ainsi savoir ce qui est bon pour l'administration d'une cité, alors que le rôle revient à la femme d'entretenir la maison (*oikos*). Identiquement, la politique est vue comme l'affaire des hommes, tandis que le travail, est réservé aux seuls esclaves. Ainsi parle l'Économique : Ischomaque enseigne cet art à sa femme et ce sera le rôle de celle-ci que d'en faire l'application.

***Les Revenus*** est un ouvrage où Xénophon propose de multiplier les exploitations agricoles et industrielles dans l'Attique, et d'exploiter à plein rendement les mines d'argent du Laurion<sup>3</sup>. À cette occasion, il aborde (mais de façon peu approfondie) des concepts comme ceux de la demande et de la valeur des biens, ainsi que le rapport qu'ils entretiennent entre eux.

---

<sup>3</sup> Les mines du Laurion sont d'anciennes mines de cuivre, de plomb mais surtout connues pour l'argent qu'elles ont produit. De nombreux vestiges (puits, galeries, ateliers de surface) en marquent encore le paysage de la pointe méridionale de l'Attique.

L'œuvre est un projet politique et économique pour toute une région, et entend défendre un point de vue cohérent.

Au total, les ouvrages de Xénophon portent sur la manière de bien gérer un domaine agricole, c'est-à-dire sur l'*économie domestique* (l'expression en grec est une parfaite tautologie), même si l'ouvrage de maturité « *Les Revenus* » montre que ces enseignements sont applicables ailleurs et situe l'économie comme l'art de satisfaire les besoins d'une société.

## **2.2. Platon : de la cité « réelle » à la Cité « idéale »**

Platon (428-348 av. J.-C.) dans son livre « *La république* » a développé des réflexions économiques qui ont une portée plus philosophique. Il trace les voies d'une *cité idéale* et vivant selon les principes de la justice. Dans l'esprit de Platon, et concernant les questions économiques, cela passe par un strict contrôle « collectif » des pratiques et des relations économiques, à tel point que certains ont voulu y voir un plaidoyer en faveur d'une forme de « communisme ».

Platon a particulièrement insisté sur le rôle de la division du travail. La cité platonicienne est composée de plusieurs classes. Au sommet, on y trouve les « races » qui détiennent l'or et l'argent fournissent respectivement les **gardiens** dirigeant la Cité (dont la principale qualité doit être la sagesse) et les **guerriers** (dont la principale qualité doit être le courage) sont chargés de défendre la cité contre ses ennemis extérieurs.

En contrepartie de ces responsabilités éminentes, gardiens et guerriers doivent être astreints à un régime d'une extrême rigueur ; tout particulièrement, puisque ces deux catégories ont la charge d'assurer la sauvegarde des mœurs, et afin que leurs propres qualités morales ne soient pas mises en danger, elles sont écartées de toute activité économique. Dans ce système, la famille et la propriété privée, sources de passions acquisitives, sont abolies. Les activités économiques sont exercées par **les agriculteurs** et **les commerçants** conservent la jouissance de la propriété privée. Enfin, les esclaves travaillent la terre pour le compte des agriculteurs ou comme domestique.

Le gouvernement idéal de Platon s'apparente à une sorte de « communisme d'élite » où l'Etat fixera les règles de la production et de la répartition de la richesse entre les individus et les groupes sociaux. Chez Platon, l'économie est donc une branche de la philosophie. **L'activité commerciale doit être strictement contrôlée par l'Etat afin d'éviter que naissent et se développent les inégalités sociales** avec les maux politiques qui en découlent inévitablement sur le plan politique.

Lorsqu'il s'interroge dans « *Les Lois* » sur les cités possibles qui seraient à même de se rapprocher de cet idéal, Platon y confirme que **prospérité et richesse ne doivent pas être**

**une fin en soi et que les seules quêtes de ces cités doivent être la justice et l'harmonie sociale**, fondées sur le respect des vertus morales cardinales (sagesse, courage, justice, tempérance).

### **2.3. Aristote : la condamnation morale de l'enrichissement**

Aristote a abordé les questions économiques dans deux ouvrages « *l'Ethique à Nicomaque* » et « *La Politique* ». Aristote s'opposa à l'égalitarisme et au communisme de Platon. Il défendit la propriété privée des biens considérant que son abolition, comme le voulait Platon, conduirait à des conflits plus aigus que ceux qui existent dans une société fondée sur la propriété privée.

Aristote distingua trois types de régimes politiques : la Royauté, l'Aristocratie ou la République. Selon lui, lorsque certains intérêts particuliers l'emportent sur la poursuite du « Bien commun », des régimes dégénèrent en tyrannie, en oligarchie ou en démocratie. Pour prévenir ces risques, l'Etat doit prévenir la « vertu » des citoyens de la cité. L'économie contribue à la vie heureuse en mettant à la disposition des citoyens les biens et les services nécessaires à la satisfaction de leurs besoins matériels.

#### **2.3.1. Chrématistique naturelle et chrématistique mercantile**

Aristote développe ses idées économiques sous le terme de « *chrématistique* ». Ce mot désigne l'art de l'acquisition et de la répartition des richesses produites par les hommes. Il distingue deux formes de chrématistiques : « *la chrématistique naturelle* » appelée aussi la « véritable richesse » qui concerne les biens indispensables à la vie et la « *chrématistique mercantile* » nommée aussi la « fausse richesse » qui concerne les biens superflus.

L'art de l'économie, qu'il associe comme Xénophon à l'administration familiale, consiste, pour le maître, en sa capacité d'acquérir et de se servir de la « véritable » richesse : la finalité de l'existence n'est pas l'enrichissement, mais « la vie heureuse ».

Aristote rejoint ainsi Platon dans sa condamnation de l'enrichissement. Il oppose la **chrématistique « naturelle »**, qui consiste à acquérir des richesses nécessaires à la vie, à la **chrématistique « mercantile »**, qui a pour but l'accumulation des richesses considéré comme une fin en soi. Aristote se montra très critique à l'égard de cette seconde forme de chrématistique. Il condamna très durement notamment l'usure qu'il considérait comme immorale.

#### **2.3.2. Réflexions sur la valeur et la monnaie chez Aristote**

Au début de réflexion conceptuelle sur la valeur, Aristote distingua deux formes de justices : la « *justice distributive* » et la « *justice commutative* ». La première concerne la répartition

des richesses et des revenus dans la cité, et consiste à distribuer à chacun selon ses mérites. La seconde forme de justice repose sur l'idée de l'égalité entre les parties contractantes qui échangent entre elles des biens et services<sup>4</sup>.

Partant de l'idée que dans l'échange il y a réciprocité, et que donc chacun doit recevoir autant qu'il donne, Aristote, est conduit à rechercher un critère objectif pour juger de l'équivalence des échanges.

Il s'interroge donc sur la signification des rapports d'échange entre deux marchandises. Sa réponse dans « *Ethique à Nicomaque* » porte, d'un côté, sur la « **quantité de travail nécessaire pour produire un bien** » (précédant ainsi la théorie de la valeur travail), de l'autre, sur « **le besoin d'étalon commun de mesure** » permettant de juger de l'équivalence des échanges.

De façon plus générale, Aristote s'interrogeant sur la valeur d'un bien, il distingue alors valeur d'usage et valeur d'échange.

-Valeur d'échange: c'est la valeur qui permet à l'individu d'avoir un autre bien par l'échange ;

-Valeur d'usage : la valeur qui permet de satisfaire un besoin déterminé chez l'individu.

Chez Aristote, le rôle des échanges commerciaux doit demeurer limité et vient compléter les besoins d'un système économique envisagé comme fortement autarcique.

Chez Aristote, la monnaie joue un rôle essentiel dans l'économie et la vie sociale. Selon lui, la monnaie a été inventée pour faciliter les échanges et permettre une meilleure distribution des biens au sein de la cité. Aristote distingue deux types d'usage de la monnaie :

- L'usage naturel ou premier : la monnaie permet d'échanger les biens nécessaires à la vie, comme la nourriture, le logement, etc. C'est son usage légitime et naturel ;
- L'usage contre-nature ou second : la monnaie devient un bien en soi que l'on thésaurise et fait fructifier, notamment à travers le prêt à intérêt. Cet usage est considéré comme contraire à la nature de la monnaie par Aristote.

Selon lui, la monnaie ne devrait servir que d'intermédiaire dans les échanges, pas être une fin en soi. Le prêt à intérêt en particulier est vu comme une pratique illégitime et nuisible, car elle permet d'accumuler de la richesse de manière "contre-nature".

L'analyse de la monnaie conduit Aristote à distinguer trois (03) fonctions de la monnaie, anticipant ainsi les théories des économistes contemporains :

- **La monnaie étalon de mesure de la valeur** : plus un bien est chère plus il coûte beaucoup d'argent et donc plus de valeur.

---

<sup>4</sup> Yves PEREZ., 2017, « Histoire de la pensée économique », édition Ellipses, Paris, p. 26.

- **La monnaie instrument des échanges** : l'échange résulte de la division du travail la monnaie est ainsi intermédiaire des échanges.
- **La monnaie instrument d'épargne.**

Selon Aristote, il est contraire à la nature que la monnaie produise de la monnaie ; il s'oppose donc à l'idée d'intérêt. Il dénonça de même les pratiques spéculatives et monopolistiques. Ainsi, la philosophie Aristotélicienne **condamne le prêt à intérêt**. Aristote voit donc la monnaie comme un outil nécessaire mais qui doit être encadré et utilisé dans un but d'échange et de distribution équitable des richesses, et non de thésaurisation et d'accumulation personnelle.

### **Conclusion**

Dans le cadre de la pensée grecque, Aristote se distingue par une grande capacité de pénétrer dans l'analyse des phénomènes économiques. Il est à noter que l'influence d'Aristote dépassera très largement le cadre de l'antiquité et qu'elle s'exerça tant au sein de l'occident médiéval que de l'Islam. Ces derniers sont fascinés par le fait que Aristote s'est efforcé de définir les règles d'une administration de la Cité ordonnée en fonction du bien commun.

## Chapitre N°02 : La pensée économique médiévale

La pensée économique médiévale correspond aux réflexions économiques évoluées du 5<sup>ème</sup> au 15<sup>ème</sup> siècle, située entre l'Antiquité et la Renaissance, soit entre 476 (chute de l'Empire romain d'Occident) et 1453 (chute de l'Empire byzantin).

A cette période, l'économie n'occupait qu'une place mineure dans les préoccupations des élites du monde féodale. C'est la religion qui était au centre de leurs pensées. Il y avait ainsi prédominance de la morale religieuse sur l'étude des phénomènes économiques.

La pensée économique au moyen âge a connu un essor dans l'Occident médiéval chrétien, comme était aussi le cas dans le monde médiéval musulman.

Ce présent chapitre, a pour but de présenter le contexte d'évolution de la pensée médiévale chrétienne et musulmane et lever ainsi le voile sur les principales contributions économiques des penseurs occidentaux et ceux du monde musulman en Orient.

### 1. La pensée économique de l'Occident médiéval Chrétien

La pensée économique médiévale chrétienne **a conciliée la religion chrétienne et la raison grecque à travers les textes d'Aristote**. Seuls les religieux ont le temps de l'étude et peuvent exprimer une réflexion économique, une dimension parmi d'autres, d'une interrogation théologique ou philosophique.

L'origine des idées évangéliques pendant cette période est la recherche de l'idéal.

#### 1.1. Contexte global

Les débats d'idées, les controverses théoriques qui se déroulent à une période donnée, ne peuvent être compris qu'en faisant retour au contexte général historique, politique et économique qui prévalait et qui a, dans une large mesure contribué à les orienter et à leur donner sens.

L'histoire économique de ces siècles est marquée par l'établissement du système féodal, la naissance de l'économie artisanale urbaine, le début du régime corporatif.

En effet, la chute de l'empire romain vers 476 après J-C marqua sa subdivision, en seulement quelques décennies, en une pluralité de royaumes indépendants et rivaux. Au 9<sup>ème</sup> siècle, s'y ajoutent les invasions des Vikings venus de Scandinaves. C'est dans ce contexte chaotique, tourmenté, que, progressivement, va se recréer l'embryon d'un nouvel ordre social : **l'ordre féodale**.

Brenner définit le féodalisme en fonction de trois niveaux : le niveau institutionnel, « qui crée et régit une forme spécifique de relations juridiques entre les hommes»; le niveau politique, « la forme

spécifique qu'y prennent le gouvernement et la domination » ; et le niveau socioéconomique, renvoyant à « l'organisation de la société dans son ensemble »<sup>1</sup>.

La formation sociale féodale a dominé en Europe du 9<sup>ème</sup> siècle au 15<sup>ème</sup> siècle. Ce mode de production, qui a commencé en France et s'est ensuite répandu en Angleterre et dans le reste des sociétés européennes, se caractérise par :

- Des relations de production sociales qui gravitent autour de la terre qui devient la cristallisation matérielle de la propriété foncière. Il s'agit d'une économie primordialement agricole.
- La propriété de la terre appartient à une hiérarchie des seigneurs. Ceux qui y travaillent n'ont que le droit de l'utilisation de la terre.
- Le fait qu'à cette base économique correspond un réseau de rapports personnels (suzerains, vassaux, fiefs...etc.).

Si le mode de production féodal représente, dans les différentes étapes de son existence, la base économique de la société européenne au moyen âge, il trouve son expression administrative et intellectuelle dans ce que l'Eglise et le clergé ont produit. L'Eglise possède un système et une unité qui compensent la tendance anarchique de la noblesse et qui fournissent au mode chrétien, malgré sa vaste étendue et l'existence morcelée des fiefs, un fondement commun du pouvoir.

L'économie est essentiellement **domaniale et corporative**. A l'esclavage sur lequel reposait le fonctionnement de l'économie antique succéda le système du **servage** (les serfs) qui allait caractériser l'économie médiévale dans les campagnes.

Au 6<sup>ème</sup> siècle, l'économie européenne recommença et verra sa population croître passant de 22 millions d'habitants en 950 à 55 millions d'habitants au début du 16<sup>ème</sup> siècle.

Les villes se développèrent grâce à l'action des Guildes de marchands. Les premières d'entre elles apparurent dans les Flandres, à la fin du 6<sup>ème</sup> siècle et elles s'étendirent ensuite en Angleterre et Ile de France.

L'émergence et le rayonnement des villes de foires (Winchester et Stamford en Angleterre, Burges et Ypres en Flandres, Vérone et Milan en Italie...etc) va marquer le développement des échanges en Europe : les draperies, les soieries, les épices, les articles en cuir et les produits de luxe<sup>2</sup>.

**L'essor du commerce** s'accompagnera par **la diversification et l'accroissement du volume des moyens de paiements** utilisées par les marchands : des lettres de foires, des billets à ordre et des contrats de change, et notamment l'usage des monnaies d'or et d'argent.

---

<sup>1</sup> Brenner R., «Feudalism», In J. Eatwell, M. Murray et P. Newman (dir.), *Marxian Economies*, New York, W.W. Norton & Company, 1990, p. 170.

<sup>2</sup> Yves, Perez., 2017, Op.cit., p. 48

Parallèlement, le crédit commença à se développer afin de répondre aux besoins nouveaux du commerce international. Apparurent ainsi différents types de crédits comme, par exemple, les prêts gratuits et amore, les prêts maritimes les contrats de change et les lettres de change etc.<sup>3</sup> Prêteurs à gage et agents de change jouèrent le rôle de banques - au sens moderne du terme- qui gèrent les pratiques de crédit.

Il est à noter que le développement du commerce ne touchait que les classes supérieures de la société urbaine du moyen âge. L'immense majorité de la population continuait à vivre dans une économie rurale fondée davantage sur le troc que sur l'échange monétaire.

## **1.2. Influence prépondérante de la philosophie scolastique**

La philosophie scolastique imprégna en profondeur la pensée médiévale dans toutes ses différentes composantes. C'est à travers les concepts et les catégories de cette philosophie que les intellectuels du moyen âge appréhendaient le monde et ses problèmes. Cette philosophie s'appuyait sur un ensemble de fondamentaux. En premier lieu, il y avait la religion chrétienne (la Bible) et es œuvre de l'église latine venues de l'Antiquité tardive. En second lieu, on trouvait Aristote dont plusieurs travaux essentiels étaient enfin disponibles en latin, comme par exemple « *L'Ethiue à Nicomaque* » et « *La Politique* ». Il exerça une réelle influence sur les philosophes médiévaux. Enfin, il s'agit des grands textes du droit romain qui commencèrent à être redécouverts au cours de la deuxième moitié du 6<sup>ème</sup> siècle.

Dans son essence, la pensée scolastique se présente comme une tentative de concilier la religion et la philosophie, la foi et la raison, c'est-à-dire la révélation et l'essai d'expliquer l'univers à la lumière de l'intelligence humaine. Cette tentative complète en effet le procès intellectuel qui a commencé dans l'antiquité et s'est poursuivi dans la pensée islamique du 4e siècle jusqu'au 11e siècle. Ce processus intellectuel se base sur les côtés déductifs de la logique d'Aristote et se sert de certains de ses arguments en envisageant les problèmes de la société féodale.

Cette pensée primordialement théologique a permis à l'Eglise de continuer sa pression sur la pensée nouvelle de la société de la ville pendant 3 siècles encore. Au sein de cette pensée théologique naît la pensée économique de « Saint thomas d'Aquin », qui oscille jusqu'au 14<sup>ème</sup> siècle autour de deux idées principales : ***la condamnation de l'intérêt et le juste prix.***

La dernière phase de la pensée scolastique annonce au 14<sup>ème</sup> siècle, les débuts d'une pensée économique qui se préoccupe des problèmes de la valeur et des prix, des problèmes monétaires.

### **1.2.1. La pensée de Saint Thomas d'Aquin : « la moralisation de l'économie »**

---

<sup>3</sup> Le Goff J., 2000, « Marchands et banquiers du moyen âge », éditions PUF, Paris.

Saint Thomas d'Aquin, « *Somme théologique* », (1266-1273), reprenant la démarche philosophique des savants musulmans<sup>4</sup>, mais dans le cadre de la théologie chrétienne, cherche à concilier les « vérités » contenues à la fois dans : *les textes saints, les textes antiques, spécifiquement ceux d'Aristote, et les textes des juristes romains*. Il cherche donc, lui aussi, à concilier la foi et la raison.

Ainsi, la condamnation de l'enrichissement, et par exemple de la pratique du « prêt à intérêt », est reprise au nom des mêmes arguments d'Aristote, mais renforcée de l'apport de la foi (qui vante la pauvreté et la charité et condamne l'empire du fort, le prêteur, sur le faible, l'emprunteur) et de celui du droit romain (dans le cadre duquel le prêt de monnaie est analysé comme un contrat de cession, un *mutuum*<sup>5</sup>, n'autorisant pas que puisse être exigé, au terme de la cession, un loyer sur la chose cédée, un intérêt sur les sommes accordées au titre du contrat de prêt)<sup>6</sup>.

Reprenant les notions de justice commutative et justice distributive, Saint Thomas d'Aquin développe la doctrine du « **juste prix** » selon laquelle l'échange de biens et services est une transaction mutuellement avantageuse pour les co-contractants car chacun est tributaire des produits de l'autre. En ce sens, le développement des échanges concourt à la poursuite du bien commun au niveau de la société dans son ensemble.

Chez S.T. d'Aquin, « **la théorie du juste prix** » ne découle ni de l'équilibre entre l'offre et la demande comme c'est le cas chez les économistes contemporains, ni de la valeur traitée comme chez les économistes classiques. Elle résulte d'une norme sociale et de la poursuite d'un objectif : celle du « **bien commun** ».

Saint Thomas d'Aquin, soulève ainsi de façon explicite la question du **contrôle des comportements** qui, d'une façon ou d'une autre, s'écartent du chemin de la vertu. En effet, le désir d'acquérir un bien au-dessous de son juste prix ou, au contraire, de le vendre au-dessus de ce prix s'apparentait pour lui à un vice qui perturbait l'harmonie sociale et la recherche du bien commun. Ainsi, la théorie du juste prix ne repose pas donc sur un mécanisme économique mais plutôt sur un fondement éthique.

### 1.2.2. Oresme et Buridan porteurs de la modernité : « le Nominalisme »

En réaction à la pensée thomiste apparut au XIV<sup>ème</sup> siècle un autre courant de la scolastique, le courant dit « nominaliste ». On y retrouve des considérations sur la monnaie et la valeur.

---

<sup>4</sup> Ibn Sina ( 980-1037, médecin et philosophe persan, auteur d'un *Livre de la politique* inspiré des travaux d'Aristote) et Ibn Rushd, (1126-1198, philosophe arabe, cadí de Séville puis de Cordoue).

<sup>5</sup> *Un mutuum* : Contrat par lequel une personne (le prêteur, créancier) confie (credere) une certaine quantité d'argent ou d'une autre chose fongible à une autre personne (l'emprunteur, débiteur) laquelle s'engage à restituer, à la date fixée, une quantité égale de choses de même nature et de même qualité.

<sup>6</sup> Deleplace G., Lavialle C., 2008, « Histoire de la pensée économique », édition Dunod, Paris, p. 17.

On trouve en particulier chez Nicolas Oresme (1320-1382, évêque) dans « *De l'origine, nature et mutation des monnaies* » une première réflexion entièrement consacrée à la nature de la monnaie et du processus de création monétaire.

Oresme, comme avant lui Saint Thomas d'Aquin, réaffirme l'idée que la monnaie est d'abord et avant tout *un instrument d'échange suppléant aux insuffisances du troc*. Mais, contre une vision de la monnaie comme chose du Prince, présente chez les thomistes, Nicolas Oresme soutient que sa valeur a pour origine le seul consentement des marchands à l'utiliser et qu'en conséquence le Prince, seule source légitime de création monétaire, doit s'abstenir de la manipuler. En l'espèce, le « politique » doit donc se soumettre aux exigences de « l'économique » (le bon fonctionnement des échanges marchands par le maintien et la garantie du poids et de la valeur des monnaies). Cette réflexion préfigure ce que seront, contre les mercantilistes, les arguments monétaires des premiers classiques.

Jean Buridan (1300-1358, recteur de l'université de Paris), quant à lui, approfondit surtout la question de la valeur (*Questions sur la Politique d'Aristote ; Questions sur l'Éthique à Nicomaque d'Aristote*). Sa réflexion conduit à émettre l'idée que la valeur des biens puise à deux sources : **leur rareté, mais aussi leur utilité**. Cette réflexion, aussi, réapparaîtra, sous une certaine forme, à l'époque moderne.

## 2. La pensée économique de l'Orient musulman

De façon paradoxale, l'Islam médiéval fut à la fois l'adversaire de l'Occident chrétien et, en même temps, un partenaire intellectuel incontournable. La pensée économique musulmane s'est développée à partir du 8<sup>ème</sup> siècle grâce à la transmission des œuvres d'Aristote, à travers les traductions du grec vers l'arabe, qu'effectuèrent les philosophes arabes. Ces derniers s'efforcèrent de concilier **la pensée d'Aristote** avec **les enseignements du Coran**. Ils placèrent ainsi leur réflexion économique sous l'autorité du Coran.

### 2.1. Le contexte global

Le commerce des pays de l'Islam est florissant. L'artisanat connaît une période faste : production d'armes (Damas, Tolède), métallurgie (à partir de techniques importées d'Inde), industrie textile (mousselines et soie), travail du cuir (Cordoue, Maroc). Bagdad est un carrefour prodigieux d'échanges où les caravanes revenant d'Asie croisent celles provenant d'Égypte ou du Sénégal.

Avec l'expansion du commerce et de l'activité industrielle artisanale, certaines villes s'épanouissent et deviennent centres d'activité intellectuelle. Le Caire, Tunis, Constantine, Tlemcen et Fès connaissent un grand développement intellectuel, surtout dans le domaine de l'histoire. Et au sein de l'étude de l'histoire ou de la philosophie de l'histoire se trouve la pensée économique.

Le taux d'intérêt est cependant condamné, tout comme dans le monde chrétien à la même époque. L'or en provenance d'Afrique circule en abondance dans tout le monde musulman et jusqu'à la Chine. Les arabes contrôlent aussi, à cette époque, la totalité du commerce des esclaves sur les trois continents. La richesse économique aura pour conséquence le développement de la vie artistique, culturelle, littéraire (les mille et une nuits), philosophique (la bibliothèque de Cordoue compte 400 000 volumes), religieuse et technique : de nombreuses inventions arabes et chinoises seront transmises à l'occident par le biais des réseaux de caravanes, comme la poudre et le papier.

En effet, durant cinq siècles, un certain nombre d'auteurs musulmans s'attachent à rendre compte des phénomènes économiques. Malgré leurs filiations avec la pensée grecque, tous ne sont pas des continuateurs, et plusieurs d'entre eux proposent des notions nouvelles.

## **2.2. Les idées apportées par la pensée musulmane**

### **2.2.1. Reprise des idées existantes : 10<sup>ème</sup> - 13<sup>ème</sup> siècle**

A l'est de l'Islam sur une longue période, sont présentées tant des vues d'ensemble que des notions partielles, mettent le plus souvent l'accent sur la description et accordent une grande place à ce qui devrait être.

Aux 10<sup>ème</sup> - 11<sup>ème</sup> siècle, Al Farabi et Ibn Sina (ou Avicenne) énoncent des idées presque similaires. Pour vivre, l'homme doit acquérir les choses dont il a besoin. L'individu, responsable de ses actes, doit suivre certaines règles de conduites relatives à sa subsistance : il ne faut pas recourir à des moyens malhonnêtes pour acquérir une grande richesse qui constitue une situation privilégiée.

D'autre côté, Al Biruni s'intéresse à la relation population/ subsistance. Tous ce qui est vivant tend à croître de manière illimitée ce qui entraîne une sélection naturelle ; cependant cette croissance se trouve, pour l'espèce humaine, entravée par la capacité de l'environnement à lui fournir ce qui lui est nécessaire. D'où un mécanisme régulateur : tant que la terre existe en abondance, il n'y a pas de conflits entre individus sinon l'accroissement de la population ne manque pas de provoquer des changements d'ordre psychologiques (ambition, colère, envie) aboutissant à la destruction de la communauté par l'apparition et la propagation de maladies, la diminution de la production et la famine, puis à sa reconstitution par les survivants.

Pour Al Ghazali (11<sup>ème</sup> - 12<sup>ème</sup> siècle), la notion de besoin est primordiale. Il existe trois besoins fondamentaux (nourriture, vêtement, logement) qui, pour être satisfaits nécessitent 5 industries ou activités : agriculture, élevage, chasse, textile, bâtiment. Besoins et activités suffisent à expliquer l'édifice social.

Les penseurs musulmans condamnent la pratique de l'usure. Cette activité était considérée dans la droite ligne de la pensée d'Aristote comme moralement condamnable car elle consistait à vouloir faire de l'argent avec de l'argent et que cela ne visait pas à satisfaire des besoins humains réels.

### 2.2.2. Des idées nouvelles : 14<sup>ème</sup> – 15<sup>ème</sup> siècle

A la fin du 14<sup>ème</sup> siècle et au début du 15<sup>ème</sup> siècle un changement se poursuit. Les explications de l'évolution de l'économie et de la société ainsi que du fonctionnement à court et moyen terme passent au premier plan.

On présentera la pensée de deux auteurs, relatives à deux phénomènes économiques :

- L'un appartient aux phénomènes monétaires étudiés par El Makrizi ;
- L'autre est le phénomène de la valeur et du prix analysé par Ibn Khaldoun.

S'intéressant aux phénomènes économiques, El Makrizi (1364 - 1445) avance des idées pénétrantes concernant les phénomènes monétaires. En décrivant les différentes famines vécues par l'Egypte, on voit clairement qu'il s'agit de la situation de crise dans la société précapitaliste, situation qui se caractérise par une sous production de valeur d'usage, une pénurie des produits qui provoque la hausse des prix. Mais, en ce qui concerne les famines de son époque, il existe des causes autres que naturelles :

- La première cause est politique, elle se manifeste dans la corruption de l'administration ;
- La deuxième cause, c'est l'augmentation de la rente foncière, ainsi que le prix des semences et les salaires des travailleurs agricoles ;
- La troisième cause est donc économique, et se manifeste dans le facteur monétaire.

El Makrizi trouve dans l'augmentation de la quantité de monnaie en circulation, et surtout à propos d'une certaine sorte de monnaie métallique, que des causes de l'augmentation des prix de toutes les marchandises, et de tous les services. Ainsi, El Makrizi met en relief l'effet du facteur monétaire, ou plus précisément, de la quantité de monnaie, sur l'ensemble de la vie économique<sup>7</sup>, à travers son effet sur le niveau général des prix, il présenta donc une anticipation de la théorie quantitative de la monnaie.

### 2.2.3. La pensée économique d'Ibn Khaldoun (1332 – 1406) : la sociologie économique

L'apport d'Ibn Khaldoun (1332 – 1406) à la pensée économique est d'une importance et particularité cruciale particulièrement dans « *Al-mouqaddima* », se trouve au sein de l'étude qu'il a faite sur l'histoire et la philosophie de l'histoire.

Dans le cadre de la société dans son mouvement historique, Ibn Khaldoun s'intéresse aux problèmes économiques en tant que tels. Ils constituent une activité qu'il considère comme la base de la société humaine, car la vie ne s'obtient que par elle. J. J. Spengler (1964)<sup>8</sup> souligne qu'avant la

---

<sup>7</sup> Mohamed H. Dowidar, 1981, « Histoire de l'économie politique », Revue « L'Économie politique : une science sociale », pp. 57-225.

<sup>8</sup> Joseph J. Spengler, 1964, « Economie Thought of Islam : Ibn Khaldûn », Comparative Studies in Society and History Journal, Vol. 6, n° 3, pp. 268-306.

mise en forme théorique de l'économie politique une grande masse de connaissances empiriques avait été accumulée par la conception d'Ibn-Khaldoun.

Pour Ibn Khaldoun, **la richesse des nations réside dans les produits « des arts et des métiers »**. Ces produits, les biens, peuvent être soit nécessaires, soit produits de luxe. Les modes d'acquisition des biens sont l'agriculture, l'industrie, le commerce et les autres services.

L'activité économique se base sur la division du travail. Et il s'agit ici de la division professionnelle du travail. Le travail est source de la valeur (utilité, condition de la valeur).

Quant à la valeur, il affirme que tout enrichissement est en dernière analyse, le produit du travail des artisans. **Le travail est donc pour lui, la source de la valeur**. Un peu plus loin, il nous dit que l'utilité est la condition de la valeur ; pour que le produit ait une valeur, il faut qu'il soit socialement demandé.

Les résultats des recherches d'Ibn Khaldoun sont en quelque sorte du jamais vu, étant le premier à introduire la notion de la **valeur-travail** en affirmant que tout bien produit contient nécessairement du travail humain, et que *la valeur de ce bien est égale à la valeur du travail fourni à le produire*. Il franchira encore un autre pas vers l'avant en distinguant **le travail observable** dans le produit lui-même, notamment les produits de l'artisanat où l'effet humain est remarqué facilement, et **le travail non observable** –intégré qui ne modifie pas la nature ou la forme du produit, l'élevage des animaux par exemple.

Il passe ensuite à éclairer comment les différents coûts supplémentaires sont ajoutés aux prix des biens quand il parle du prix du blé dans l'Andalousie dont il clairement parlé d'une théorie des coûts de production et du travail incorporé puisqu'il a même considéré que ces coûts sont à la base un travail humain supplémentaire qui doit être rémunéré dans le prix de la marchandise (le blé dans l'exemple).

Le résultat de l'analyse d'Ibn Khaldoun ébauche ainsi sur une théorie de la valeur travail formulée sous une forme générale qu'il poussera même jusqu'à une anticipation du concept de plus-value.

## **Conclusion**

La pensée économique médiévale a influencé de manière durable la réflexion sur les aspects éthiques et moraux de l'économie, en tentant d'harmoniser activité économique et principes religieux. Ils ont fermement condamné la pratique de l'usure, c'est-à-dire le prêt à intérêt, jugée moralement répréhensible.



## Chapitre N°03 : Le mercantilisme

Le mercantilisme est un terme forgé par les économistes libéraux de la fin du 18<sup>ème</sup> siècle pour mieux identifier le système de pensée et les doctrines économiques auxquels ils entendent s'opposer. Ainsi, le mercantilisme ne forme pas un courant constitué ou une école de pensée au sens strict mais un système de pensée qui émerge, au 16<sup>ème</sup> et 17<sup>ème</sup> siècle, comme symbole de la nouvelle attitude qui se répand vis-à-vis des pratiques dans l'ordre social : l'ordre social est un ordre politique. Certains parlent de « doctrine mercantiliste » ou d'« écrits mercantilistes ».

Le mercantilisme désigne plusieurs choses différentes. En premier lieu, le terme désigne une doctrine d'analyse des faits économiques et sociaux. En second lieu, ce terme renvoie à l'existence d'un système économique, le système mercantiliste, caractérisé par le rôle moteur joué par l'Etat dans le développement économique et par la préférence (marquée) pour le protectionnisme. En troisième lieu, il s'applique également à un ensemble de politiques économiques et monétaires adoptées par la plupart des Etats-nations.

Ce chapitre vise à mettre l'accent sur une transition incontournable dans l'évolution de la pensée économique, laquelle va ouvrir la voie à de nouvelles pratiques économiques définies par le concept de mercantilisme.

### 1. Le contexte d'apparition du mercantilisme

Le contexte d'apparition s'intéresse aux différentes influences qui ont aidé à sortir d'un moyen âge qui sombre dans une religion très irriguée vers un libéralisme économique et commercial. Ce contexte est marqué par : 1) les grandes découvertes et l'essor du commerce atlantique, 2) l'émancipation à l'égard de l'église et 3) la montée en puissance des Etats-nations et de l'absolutisme royal.

#### 1.1. Les grandes découvertes et l'essor du commerce international

A partir de la fin du 15<sup>ème</sup> siècle et au début du 16<sup>ème</sup> siècle, Espagne et Portugal s'élancèrent à la conquête des nouveaux mondes inaugurant l'ère des grandes découvertes avec le débarquement de Christophe Colomb en Amérique en 1492 et le tour du monde de Vasco de Gama en 1497.

Ces pionniers tracèrent de nouvelles routes maritimes à travers l'atlantique qui déclassèrent les routes traditionnelles centrées sur la méditerranée. L'Espagne et le Portugal affirmèrent leur hégémonie économique et commerciale aux dépens des citées italiennes, et, en premier lieu de Venise qui avait jusqu'ici régné sur les mers. Les ports Séville et de Lisbonne connurent une prospérité qui devrait durer au long du 16<sup>ème</sup> siècle jusqu'à ce que, à compte du 17<sup>ème</sup> siècle, le centre de gravité de la puissance économique ne pivote vers le nord, au profit des ports d'Amsterdam et de Londres.

La première retombée de ces bouleversements géographiques sera l'émergence de ce que Fernand Braudel a appelé une nouvelle « économie-monde », centrée, non plus comme c'était le cas jusqu'ici sur la Méditerranée mais sur l'océan atlantique. La conquête de l'Amérique du sud entraîna l'afflux des métaux précieux acheminés par galions vers l'Europe. La découverte des mines et de nouvelles routes commerciales a ainsi favorisé l'enrichissement, ce qui a provoqué un grand mouvement d'échange internationaux.

Ces mutations ont poussé à l'apparition d'une nouvelle tendance sociale, à savoir, la noblesse et de la pauvreté européenne. En effet, il y avait une couche des pauvres qui commence à émerger au profit de la classe commerçante (marchande) détentrice de la richesse

## **1.2. L'émancipation à l'égard de l'église.**

Le premier changement qui apparaît au 16<sup>ème</sup> siècle est la disparition de la mauvaise apparence vis-à-vis de la richesse, c'est-à-dire la richesse n'est plus condamnable, le gain est stimulé et donc la pauvreté qui rapproche les hommes du dieu n'est plus une fin en soi.

Pendant cette période deux mouvements sont à signaler :

### **1.2.1. La renaissance (1400-1500)**

Appelée aussi l'ère des lumières, la renaissance est la période de grandes curiosités intellectuelles, de réflexions scientifiques qui se traduisent par un ensemble de découvertes scientifiques, techniques et littéraires.

*N. Copernic* affirme que la renaissance est une période qui a assuré la supériorité scientifique des individus et donc la maîtrise du savoir, ce n'est plus l'église qui gouverne et qui condamne toutes les découvertes scientifiques mais c'est les hommes. Ces avancées ont conduit à un profond changement des mentalités qui passent d'une approche empirique et archaïque (basée sur des croyances) de résolution des problèmes à une approche rationnelle fondée sur la démarche scientifique.

### **1.2.2. La réforme**

Au 16<sup>ème</sup> siècle, la réforme protestante<sup>1</sup> va conduire à l'autonomisation du politique par rapport au religieux. Ce mouvement mène à plus de rigueur scientifique et donc la création de nouveaux rapports entre les hommes et le divin : la religion devient une question personnelle et non pas une question d'Etat. Ce dernier n'a pas pour rôle de subir ou d'orienter la population à la religion.

Les moralistes (et notamment les docteurs de l'église) vont progressivement délaisser les questions sociales et politiques (temporelles) pour se concentrer sur les questions morales, éthiques

---

<sup>1</sup> La Réforme protestante (1517-1648) désigne le vaste bouleversement religieux, culturel et social qui se produit en Europe au 16<sup>ème</sup> siècle qui rompt l'emprise de l'Église médiévale, permettant le développement d'interprétations personnelles du message chrétien et conduisant à la création d'états-nations modernes.

et spirituelles. Ce repli de la philosophie morale et de la théologie va donc rompre le lien entre morale et politique : ce sont les juristes (théoriciens du droit naturel) et les politistes, laïcs, qui vont s'emparer de la question sociale et politique ; ils vont développer une conception politique sans présupposés moraux, voire une conception amoralisée de la politique.

Max Weber <sup>2</sup> parle de la liberté de médiation rituelle entre les hommes et le dieu. Il montre ainsi, dans son ouvrage « L'esprit du capitalisme », comment cette réflexion va permettre l'éclosion du capitalisme, c'est-à-dire, laissant les hommes pratiquer leur religion sans médiateur (l'église) : phénomène qui a suscité la naissance d'un esprit capitaliste. Il contribuera à répandre l'idée selon laquelle la recherche de la réussite économique n'était pas contradictoire avec la foi chrétienne. Ainsi, la religion s'assouplit au 16<sup>ème</sup> siècle et devient de plus en plus permise de la richesse. En 1545, certains prêtres suppriment même la prohibition du taux d'intérêt.

### **1.2.2. La montée en puissance des Etats-nations et de l'absolutisme Royal**

A côté des grandes découvertes et l'essor des échanges internationaux, l'ère mercantiliste est caractérisée par l'affirmation des Etats-nations et l'émergence de l'absolutisme royal. Ce type d'approche qui consiste à faire dépendre l'évolution de la superstructure politique et juridique du mouvement de l'infrastructure économique.

En effet, la fin du 17<sup>ème</sup> siècle coïncidera avec une période de troubles où se mêlèrent guerres intestines et guerres entre Etats entre plusieurs pays européens. Par conséquent, les finalités des Etats-nations ne peuvent guère se comprendre en dehors de ce climat dominé par les passions guerrières des élites du pouvoir. Ces élites ne dissocient pas la recherche de la richesse de celle de la puissance. Autrement dit, la quête de la richesse n'était pour elles qu'un moyen au service de l'affirmation de la puissance et de la gloire de l'Etat nation.

Jean Bodin (1530-1596) dans son livre majeur « Les six livres de la République » est le premier grand théoricien de l'absolutisme royal. Il insiste sur l'importance de la souveraineté, force de cohésion et d'union de la communauté politique, le roi représentait à la fois, l'incarnation de l'unité du pays et en même temps, la recherche du « bien commun ».

## **2. Les fonds communs (fondements) de la doctrine mercantiliste**

Le mercantilisme s'est développé graduellement sur une longue période (2 siècles : du 15<sup>ème</sup> au 17<sup>ème</sup> siècle) et dans un espace assez large (dans toute l'Europe). Ce n'est pas une théorie qui comporte une base conceptuelle, mais une pensée assez hétérogène comportant différentes variantes nationales (Espagne, Angleterre, France, Allemagne). Ainsi, pour pouvoir réunir les auteurs qui ont contribué à l'élaboration du corpus doctrinale mercantiliste, il faut chercher les idées phares qu'ils

---

<sup>2</sup> Psychologue et sociologue allemand (1864-1920).

partagent en commun. Ce fonds commun peut être considéré comme une « tendance centrale » de la pensée mercantiliste.

Les auteurs se rattachant à ce courant de pensée partagèrent en communs quelques grandes orientations en matière d'analyse du rôle des métaux précieux comme source privilégiée d'enrichissement national, de la monnaie, de la conduite de la politique économique et de la meilleure façon de développer le commerce extérieur du pays.

Dans ce qui suit, nous allons présenter les principaux fondements sur lesquels reposaient la doctrine et la politique mercantiliste.

## **2.1. L'importance stratégique des métaux précieux et de la monnaie**

L'idée fut partagée très largement par les auteurs mercantilistes s'articule autour du rôle joué par la détention de métaux précieux (or et argent) dans le processus d'enrichissement des Etats-nations dans le commerce international. Cette fascination pour les métaux précieux amena les auteurs mercantilistes à s'intéresser à la monnaie, aux prix et aux causes explicatives de l'inflation. C'est dans ce domaine qu'ils apporteront leurs contributions théoriques les plus significatives.

### **2.1.1. Les métaux précieux, source de la puissance et de la richesse des nations**

Les mercantilistes sont les premiers à ne pas condamner la richesse et considèrent *l'enrichissement comme une fin louable*<sup>3</sup>. Ces derniers sont métallistes dans la mesure où l'or et les métaux précieux constituent l'origine de la richesse des nations.

L'idée selon laquelle la richesse d'un pays se confondait avec la possession d'or et d'argent n'était en soi une idée neuve. Dans l'antiquité, les Grecs la désignaient sous le terme de « chrysédonisme » qui signifiait que la recherche du bonheur sur terre reposait sur l'accumulation d'or et d'argent<sup>4</sup>. La résurgence de cette idée à l'ère mercantiliste s'explique :

- Au niveau individuel : la plus grande partie des échanges s'effectuent à l'époque et depuis longtemps par le troc ou à l'aide de monnaies « noires » faites de cuivre ou d'alliage. Les monnaies d'or et d'argent, rares (les mines sont épuisées en Europe), sont réservées aux transactions de grands prix (commerce des produits de luxe : épices, soieries, café, tabac, etc.) et transitent dans les mains des seuls plus fortunés.
- Au niveau social : l'afflux massif d'or et d'argent ne fait que renforcer cette impression, et ce d'autant que, dans la première moitié du XVIe siècle, c'est l'Espagne de Charles Quint, celle-là même qui a su conquérir le « nouveau monde » et en extraire la richesse, qui domine le monde et l'Europe de sa puissance magnificence : la puissance politique tire sa source de la richesse d'or et d'argent captée par les Espagnols.

---

<sup>3</sup> Samuelson, Alain, 1993, « *Les grands courants de la pensée économique. Concepts de base et questions essentielles* ». Office des Publications universitaires, Alger, p. 22.

<sup>4</sup> Perez Yves., Op.cit., p. 32.

Les faits semblèrent ainsi corroborer les idées chrydonistes. Les anglais forgèrent le terme de « bullionism » pour décrire cette situation. En anglais, « bullion » désigne l'or en barre. Et par conséquent le « bullionism » exprimait le fait que la richesse d'une nation se confond avec la quantité d'or et d'argent en sa possession.

Thomas Gresham (1519-1579) fut le premier à établir le lien entre le fait de dégager une balance commerciale excédentaire et celui d'accroître le stock d'or et d'argent d'un pays. Cette idée deviendra l'un des leitmotifs de la pensée mercantiliste et elle conduira les Etats à soutenir leurs exportations de biens manufacturés afin d'accroître les montants d'or et d'argent détenus dans leurs caisses.

### **2.1.2. Analyse de la monnaie et des phénomènes monétaires**

La monnaie est les phénomènes monétaires en général constitue l'autre grand sujet qui va retenir l'attention des auteurs mercantilistes. Cet intérêt des mercantilistes sera décuplé par le climat général de la hausse des prix qui avait gagné la plupart des pays d'Europe occidentale à partir de la fin du XV<sup>e</sup> et, surtout XVI<sup>e</sup> siècle.

**Thomas Gresham** fut le premier à mettre en évidence le lien entre l'évolution de la valeur de la monnaie et les variations de sa quantité. Selon cet auteur, la valeur des métaux précieux comme l'or et l'argent provenait essentiellement de leur degré de rareté. A partir de ce constat, Thomas Gresham énonça sa célèbre loi –connue depuis comme « loi de Gresham » - selon laquelle la « mauvaise monnaie chasse la bonne monnaie ». Autrement dit, les agents économiques ont l'habitude de conserver la « bonne monnaie », c'est-à-dire, celle qui a le plus de valeur (les monnaies or et argent) et utiliser pour leurs achats quotidiens celle qui revêt une moindre valeur (en l'occurrence les monnaies de cuivre).

En France, le débat sur la monnaie mit aux prises **Jean Bodin** et **Malestroit**. En 1566, **Monsieur de Malestroit** publia ses « Paradoxes » dans lesquels il soutenait que la hausse des prix observés n'était qu'apparente. Selon lui, la hausse des prix provenait du fait que le rapport entre les monnaies réelles (libellées en or, en argent ou en cuivre) et la monnaie de compte (la livre tournoi en France) était variable.

En effet, la valeur de la monnaie de compte étant fixée par roi, celui-ci pouvait la modifier à sa guise. Selon **Malestroit**, les dettes contractées par l'Etat étant libellées en monnaie réelles, les souverains procèdent, au gré des conjonctures, à des « surhaussement » de la valeur de la monnaie réelle exprimée en monnaie de compte afin de d'alléger les monnaies dus aux particuliers. Par conséquent, ces surhaussements correspondaient de fait à des dévaluations car ils avaient pour effet d'augmenter leurs prix libellés en livres tournois. Selon lui, ces surhaussements auxquels procédaient les autorités royales expliquaient la hausse des prix.

Cette thèse fut critiquée par *Jean Bodin* en 1568 dans sa « Réponse aux Paradoxes de Malstroit touchant l'enrichissement de toutes chose ». *Jean Bodin* relia principalement la hausse des prix en France, et, au-delà, en Europe, à l'afflux d'or et argent en provenance du nouveau monde. Il expliqua que cet afflux d'or et d'argent entraîna un gonflement de la masse monétaire en circulation (celle-ci était à l'époque essentiellement constitué par les métaux métalliques) et le déclenchement de la hausse des prix des biens sur les marchés.

*Jean Bodin* fut ainsi le premier à établir un lien entre les variations de monnaie en circulation et les hausse des prix des biens et posa ainsi, les premiers fondements de la théorie quantitative de la monnaie<sup>5</sup>.

## **2.2. Rôle de l'Etat : protectionnisme et interventionnisme mercantiliste**

Les mercantilistes s'intéressèrent également beaucoup au rôle que l'Etat devait jouer dans le fonctionnement des économies nationales. Ils étaient tous partisans de l'intervention systématique de de l'Etat en faveur de la production manufacturière et du commerce. Vis-à-vis de l'extérieur, ils prirent position dans le sens du « *protectionnisme* » : restreindre les importations, favoriser les exportations ou protéger les producteurs nationaux de la concurrence extérieure en octroyant des monopoles.

En effet, les auteurs mercantilistes tels que *Jean Bodin* et *Antoine de Montchrestien*<sup>6</sup> insistèrent sur le rôle clé de l'Etat dans la conduite de la politique économique nationale. Ils plaident pour une politique fiscale de l'Etat susceptible de favoriser les productions locales et nationales en allégeant le poids des charges supportées par la classe marchande, les artisans et les banquiers. Ils exigèrent des barrières douanières afin de protéger les productions nationales de la concurrence étrangère.

Le protectionnisme réclamé n'était pas seulement *tarifaire* mais aussi *réglementaire*. Ils demandèrent au souverain d'édicter des normes strictes afin de protéger plus efficacement les métiers nationaux de la concurrence extérieure. Il s'agit pour eux de montrer au monarque que son intérêt est de favoriser leur enrichissement par l'octroi de privilèges et de monopoles, car leur enrichissement c'est celui de la nation qui renforcée et garantit la pérennité de la puissance publique.

## **2.3. Commerce internationale et la quête d'une balance commerciale excédentaire**

La quête d'une balance commerciale excédentaire est l'un des autres constitutifs de la pensée mercantiliste. Cette quête résulte d'une double nécessité :

---

<sup>5</sup>Cette théorie fut ensuite reprise par Richard Cantillon (vers 1730), par John Stuart Mill (en 1848) puis par Irving Fisher en 1907.

<sup>6</sup> Dans son ouvrage « Traité de l'économie politique » publié en 1615, il fut le premier à utiliser le terme « économie politique ».

- D'une part, une nation compétitive est une nation capable de dégager un surplus commercial c'est-à-dire, d'exporter plus de biens manufacturés en valeur qu'elle n'en importe de l'étranger ;
- D'autre part, posséder une balance commerciale excédentaire c'est être assuré de posséder davantage d'or et d'argent dans les caisses de l'Etat-puisque les échanges extérieurs du pays étaient nécessairement réglés en monnaie d'or et d'argent.

Or, la détention par le souverain de davantage d'or et d'argent était, non seulement, un gage de richesse mais aussi de puissance. En effet, la détention d'or et d'argent permettait le cas échéant, au souverain, de lever une armée, d'affréter des navires ou de financer des guerres offensives ou défensives. Cet argent constituait pour le souverain un gage de sécurité et une garantie de sécurité. Colbert (1619-1683) dit « *il n'y a que l'abondance de l'argent pour un Etat qui fasse la différence de la grandeur et de sa puissance* ».

Il y avait incontestablement l'idée chez les auteurs mercantilistes que le commerce est « *un jeu à somme nulle* » où ce que l'un des protagonistes gagnait, l'autre le perdait nécessairement. La pensée du politique subsumait l'économie proprement dite et présidait à ses destinées.

### 3. Les diversités nationales

Le mercantilisme est apparu en Europe à l'ère des Etats-nations et de l'indépendance de chaque Etat vis-à-vis de l'autre. La formation des Etats influence la pensée : il y'a eu donc autant de mercantilismes que d'Etat où il est apparu ; ce qui donne la diversité des mercantilistes. Ainsi, le mercantilisme est une pensée assez hétérogène comportant différentes variantes nationales (Espagne, Angleterre, France).

#### 3.1. Le mercantilisme espagnol : « bullioniste »

L'Espagne pratique des politiques mercantilistes qu'on appelle « politiques bullionistes » qui préconisent principalement *l'accumulation maximale* de *stocks d'or* et de *métaux précieux*. En effet, suite à la découverte du nouveau monde et prise du contrôle de l'exploitation des mines d'or du Mexique et du Pérou, la quantité d'or disponible en Europe est multipliée par huit (8) entre le 15<sup>ème</sup> et 16<sup>ème</sup> siècle.

Leur souci principal est donc de les conserver et empêcher toute fuite. Ortiz (1558), précisent que les mercantilistes espagnols sont ceux qui portent au plus haut degré le bullionisme et le chryshédonisme et ils exposent des « *Requêtes pour que l'or et l'argent ne sortent pas du royaume* ». Pour atteindre cet objectif, les exportations ont été augmentées et les importations ont été réduites, réalisant une balance commerciale positive qui permettrait la collecte de métaux précieux.

Le bullionisme considérait que les métaux précieux, en particulier l'or, étaient en demande universelle comme moyen immédiat d'obtenir d'autres biens, et ils identifiaient donc ces minéraux avec la richesse.

### 3.2. Le mercantilisme anglais : « commercialiste »

Pratiqué par l'Angleterre et la Hollande durant le 17<sup>ème</sup> siècle, le commercialisme est un mercantilisme basé sur l'enrichissement par l'essor du *commerce extérieur* en général et le *commerce maritime* en particulier (vu que l'Angleterre est une île). Des auteurs comme *Thomas Mun* (1571-1641), *William Petty* (1623-1687) ou *Josiah Child* (1630-1699) soulignent l'importance du réseau colonial britannique et plaident pour un monopole britannique du transport maritime, ceci afin de s'assurer d'avoir une balance commerciale positive et de pouvoir toujours jouer le rôle d'intermédiaire.

Ainsi, l'enrichissement devait provenir de la « suprématie des échanges », par l'obtention d'une balance commerciale « sur-équilibrée » : les exportations supérieures aux importations. Les modalités retenues pour freiner les importations consistaient à les grever de droits élevés et à leur substituer des produits nationaux compétitifs et de haute qualité. Parallèlement, des aides financières aux activités tournées vers l'exportation étaient préconisées. Les mercantilismes anglais prônaient une politique d'abondance monétaire et de taux d'intérêt qui favorise l'essor du commerce.

Par ailleurs, la Compagnie britannique des Indes orientales<sup>7</sup> a été un outil majeur du mercantilisme anglais, permettant à la couronne britannique d'accroître sa richesse et son influence dans le monde. La compagnie avait le monopole du commerce avec l'Asie et l'Inde pour le compte de l'Angleterre. Elle a établi de nombreux comptoirs et colonies en Inde, en Chine, en Indonésie, etc. Cela a permis à l'Angleterre d'étendre son influence économique et politique en Asie. La compagnie appliquait des principes mercantilistes en favorisant les exportations anglaises et en contrôlant strictement les importations pour générer des excédents commerciaux.

Les auteurs britanniques de cette époque, apparaissent comme les plus « libéraux » des mercantilistes : puisque leur objet est de s'enrichir en accroissant le volume du commerce transitant par leurs ports, ils militent en faveur de la liberté la plus grande du commerce. En développant de tels thèmes « libéraux », ces auteurs posent ainsi les bases du mouvement libre-échangiste de la fin du 18<sup>ème</sup> siècle qu'animeront en premier lieu les classiques britanniques.

### 3.3. Le mercantilisme français : « industrialiste »

Le mercantilisme français est théorisé au départ, à partir de la fin du 16<sup>ème</sup> siècle, à travers des écrits de *B. Laffémas* (1545-1616) et d'*Antoine de Montchrestien* (1575-1621) et est appliquée à la fin du 17<sup>e</sup> siècle par *Jean-Baptiste Colbert* (1619-1683), ministre de Louis XIV.

---

<sup>7</sup> La Compagnie des Indes orientales, appelée dans un second temps Compagnie britannique des Indes orientales a été créée le 31 décembre 1600 par une charte royale de la reine Élisabeth I<sup>re</sup> d'Angleterre lui conférant pour 20 ans le monopole du commerce dans l'océan Indien.

L'accent est mis sur la nécessité du développement de *l'industrie* et de *l'artisanat de luxe* avec des mesures protectionnistes telles que l'octroi de subsides à l'exportation, ou la création de manufactures royales. Il met en place une politique douanière, réglementaire et manufacturière et pose ainsi les bases de la tradition interventionniste de l'État français.

### **2.2.2. Le mercantilisme Allemand : « le Caméralisme »**

Politique très protectionniste mise en place dans les principautés composant l'Allemagne du 16<sup>e</sup> siècle, le caméralisme préconisait la réforme de la société en plaçant la population au service du bien commun. L'Etat ne devait plus seulement se focaliser sur le maintien de l'ordre, mais aussi promouvoir la prospérité collective, par exemple en adoptant des mesures économiques.

Le caméralisme a pour théoriciens des spécialistes du droit public (les « caméralistes » : *Johann Heinrich Gottlob von Justi* (1717-1771) et *Jakob Freiherr von Bielfeld* (1717-1770)). Ils travaillent pour une amélioration de l'administration, et leur idée clé est que « *l'économie doit avoir une direction et des contrôles administratifs très importants* ».

### **Conclusion**

Au total, les doctrines mercantilistes sont plutôt restées du côté préscientifique de l'économie politique. Elles n'en ont pas moins, constitué un moment important, dans l'évolution de celle-ci et dans le processus de sa constitution en tant que discipline scientifique autonome à part entière.

## Chapitre N°04 : Le capitalisme agricole : la physiocratie

Précurseur français de la pensée classique et libérale, Quesnay avait fondé une école de pensée économique, la physiocratie, en rupture avec les idées mercantilistes du temps. Selon l'étymologie, « Physiocratie » signifie littéralement "gouvernement de la nature" (du grec : physis, nature et Kratein, gouverner).

La physiocratie est une doctrine économique et politique du 18<sup>ème</sup> siècle qui stipule que *seule l'agriculture est créatrice de richesse* et affirme la nécessité de *la liberté du commerce et de l'industrie*. Elle s'est développée sur une vision « anti-mercantiliste : industrialiste, et interventionniste » et prône pour la primauté de l'agriculture sur les autres secteurs d'activité.

Les œuvres importantes de l'école physiocrate s'étalent sur une vingtaine d'années (1756 et 1777). A la tête de l'école, son fondateur et chef incontesté: François Quesnay (1694-1774) et une dizaine de disciples, tous français. Nul ne conteste guère que ce soit cette poignée de penseurs français, précurseurs immédiats et contemporains de la Grande Révolution, qui ait fondé la science économique même si du point de vue historique, l'influence des physiocrates a été limitée à la France pendant quelques décennies<sup>1</sup>.

Ce présent chapitre est dédié à exposer les idées principales de l'école physiocratique.

### 1. Contexte général

En retard par rapport à l'Angleterre, l'économie française était caractérisée par la primauté de l'agriculture. L'industrie était très dépendante de l'Etat et l'agriculture domine l'économie et rencontre de grandes difficultés liées à l'interdiction d'exporter le blé, et aux impositions multiples<sup>2</sup>.

Sur le plan politique, l'aristocratie féodale avait encore une sérieuse prépondérance : la révolution n'aura lieu qu'en 1789.

En dépit du développement du mode de production capitaliste dans ces différentes activités, l'agriculture avec sa forme traditionnelle d'exploitation, était encore le centre productif le plus essentiel. Elle n'a pas seulement supporté la grande majorité de la population, paysans et aristocrates, mais elle a aussi nourri l'industrie par la force de travail et les matières premières.

---

<sup>1</sup> Samuelson A., 1993, Op.cit., p. 34.

<sup>2</sup> BEN YAOU, 2015, « Notes et documents du cours d'histoire de la pensée économique », faculté de S<sup>ces</sup> économiques, commerciales et des S<sup>ces</sup> de gestion, Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou, p. 30.

En effet, Quesnay raisonnait dans la France d'avant la révolution qui était essentiellement un « royaume agricole » où près de 80% de la population vivait encore dans les campagnes. En ce sens, l'essentiel du revenu national du royaume provenait donc de l'agriculture<sup>3</sup>.

Les crises qui affectaient de façon cyclique le fonctionnement de l'économie étaient des crises agricoles, dues le plus souvent aux mauvaises conditions climatiques.

De plus, la politique colbertiste, le manque d'investissements des propriétaires fonciers et les guerres ont entraîné une stagnation du secteur agricole, au sein duquel ont commencé à apparaître de riches fermiers capitalistes, que François Quesnay considère comme « les héros de la nation ». C'est dans ce contexte historique spécifique que le Dr. Quesnay, médecin de la Pompadour et de Louis XV, réfléchissait et s'efforçait de modéliser le fonctionnement de l'économie nationale.

## **2. Les principes fondateurs du système physiocrate**

Les physiocrates prônent que l'économie doit être régie par un ordre naturel et qu'il faut donc « laisser faire et laisser passer ». Ils affirment que la richesse ne vient pas des métaux précieux, mais toujours du seul travail de la terre et que cette richesse extraite des sols circule ensuite parmi différentes classes stériles (les commerçants, les nobles, les industriels).

### **2.1.L'importance de l'agriculture comme source de richesse**

Contrairement aux mercantilistes (considérés d'un point de vue général), les physiocrates n'identifient pas la richesse à la monnaie ; cette dernière sert simplement de moyen de circulation à la première, mais ne la constitue en aucun cas. Quesnay, est très clair à ce sujet, « l'argent n'est pas la richesse dont les Hommes ont besoin pour leur jouissance. Ce sont les biens nécessaires à la vie et à la reproduction annuelle de ces biens mêmes qu'il faut obtenir... »<sup>4</sup>.

L'agriculture, seule, est productrice de richesses : les physiocrates, contemporains de la « révolution agricole » qui précède immédiatement la Révolution industrielle, très attachés en outre aux propriétaires fonciers et moins à la « bourgeoisie » émergente, considèrent que seule l'agriculture est à même de fournir un « produit net », c'est-à-dire d'accroître le montant de richesses par rapport aux richesses « avancées ». Au contraire, l'industrie, les « arts et manufactures » sont réputés être « stériles », ne faisant que transformer les richesses (transformer les « valeurs d'usage »), mais ne créant pas de surplus.

---

<sup>3</sup> Perez Yves, 2017, « Histoire de la pensée économique », éditions ellipses, Paris, p. 153.

<sup>4</sup> Rezig .A., 2010, « Leçons d'Histoire de l'analyse économique », OPU, Alger, p. 31.

## 2.2.L'ordre naturel et la liberté économique

Les physiocrates sont *les premiers libéraux de l'histoire des doctrines économiques*. Les physiocrates étaient favorables à la suppression de toutes les restrictions au commerce et de l'industrie qui dissuadaient les paysans de prendre des initiatives et de développer leurs exploitations.

Les physiocrates affirment que le libéralisme économique recherche des intérêts individuels comme moyen de satisfaction de l'intérêt général. Ils appuyèrent leur libéralisme moins sur une analyse des mécanismes de marché de concurrence que sur une philosophie naturaliste et providentialiste, sur une doctrine de **l'Ordre naturel**.

En effet, les Physiocrates énoncent que la société est régie par un ordre providentiel et essentiel, voulu par Dieu pour le bonheur des hommes, un ordre qui doit s'imposer à la sagesse des gouvernements. Cet « **ordre naturel** », contient les lois fondamentales et immuables de toute société. Ces lois, qui doivent être enseignées aux hommes, légitiment tout d'abord *la propriété privée*, en particulier *celle de la terre*.

Le fondement de l'ordre économique naturel est l'harmonie des intérêts. Propriété individuelle, liberté des échanges, poursuite par chacun de son intérêt personnel, abstention de l'Etat en matière économique, tels en sont les éléments essentiels. Libre de produire comme il l'entend, de vendre à qui il veut au prix le plus élevé qu'il peut obtenir, l'agriculteur se décidera à faire à la terre les avances généreuses dont elle a besoin. Le produit net sera accru, et c'est sur le produit net de la terre que vit la classe stérile et que reposent les finances publiques.

## 3. Le Tableau Economique de Quesnay

Le « Tableau économique » élaboré par F. Quesnay pour expliquer le fonctionnement de l'économie est repose tout d'abord sur un effort novateur en matière d'analyse économique. Son modèle s'est souvent assimilé à l'origine de la comptabilité nationale en représentant la circulation des flux réels et monétaires.

Quesnay conçoit le processus économique à un certain niveau d'abstraction en tant que tout organique composé de parties entre les quelles existent des relations d'interdépendance mutuelle. Selon Quesnay, il existe, trois secteurs de production : l'agriculture ; l'industrie et le commerce. Il conçoit la nation réduite à trois grandes classes définies selon leur fonction économique à savoir : la classe des propriétaires fonciers, la classe productive et la classe stérile. C'est de l'activité de la classe productive (les agriculteurs exploitants) que vivent les deux autres.

- 1) **La classe productive**, la classe des entrepreneurs - fonciers : elle est composée des fermiers, qui, en cultivant la terre, créent l'essentiel des richesses destinées à satisfaire les besoins humains ;
- 2) **La classe des propriétaires** : c'est la classe du souverain, des propriétaires de la terre. C'est la classe qui, tout en ne cultivant pas la terre, s'approprie annuellement le produit net sous la forme d'une rente payée par la classe productive ;
- 3) **La classe stérile** : grossièrement équivalente à la bourgeoisie et formée de tous les citoyens occupés à d'autres services et d'autres activités que ceux de l'agriculture. Leur travail n'ajoute rien à la richesse sociale. Ils ne sont pas inutiles, mais ils ne produisent pas plus de valeur qu'ils n'en dépensent.

C'est là où Quesnay va innover en proposant une théorie du capital qui influence ses successeurs, au moins d'Adam Smith à John Stuart Mill. Sa théorie du capital repose sur les avances.

Il distingue pour cela plusieurs types de besoins en capitaux de la part des fermiers :

- 1) **Les avances foncières** : il s'agit des *dépenses en capital fixe* que les fermiers doivent consentir afin de préparer les terres à la culture (fertilisation) et améliorer ainsi le rendement des récoltes (défricher, assainir, irriguer, tracer les chemins..etc...). La responsabilité de ces avances foncières incombe aux propriétaires fonciers. Elles sont réalisées une fois pour toutes et il n'est pas nécessaire de prévoir son amortissement.
- 2) **Les dépenses primitives** : elles correspondent aux dépenses d'équipement (fixe) que doivent réaliser les fermiers avant de lancer leur activité de production : achat de charrues, l'outillage, mise en état des bâtiments, (dépenses d'entretien, achat du bétail. Ce capital fixe s'use, il faut donc prévoir son amortissement.
- 3) **Les avances annuelles** : il s'agit des *dépenses en capital circulant*, elles comprennent les achats des semences et la location de main-d'œuvre. Il s'agit de dépenses récurrentes liées au cycle de saisons et des récoltes.

A cette théorie de la production correspond une division de la société en trois classes sociales qui sont autant de pôles entre lesquels circulera le « **produit net** ». Le produit net équivaut au montant du produit brut (la valeur annuelle de la production agricole générée par le processus de l'activité économique humaine) moins les sommes liées aux dépenses en capital (avances primitives +avances annuelles).

$$\text{Produit net} = \text{La rente agricole} - \text{Somme des avances}$$

Le produit net constitue ainsi un surplus par rapport aux coûts de production. Ce surplus n'est pas une simple valeur ajoutée mais un surplus physique de valeur d'usage, excédent de l'*output* matériel sur les *inputs* matériels consommés. Cette approche conduit les physiocrates à ne considérer comme productif que le seul secteur capable de fournir un tel surplus physique : le secteur agricole.

#### **4. Les limites de la portée physiocrate**

Un grand nombre d'historiens de la pensée voient dans Quesnay et la physiocratie la première école d'économistes modernes. Pour la première fois, en effet, un auteur revendique l'idée que l'harmonie sociale repose, non pas sur un ordre moral (qu'il soit religieux ou pas), non pas sur un ordre politique (qu'il soit libéral ou absolu), mais sur un ordre économique qui est considéré comme l'ordre naturel des sociétés. Le libéralisme est né, néanmoins, plusieurs limites empêchent la physiocratie d'avoir l'honneur d'être citée comme fondatrice de la science économique :

**-Une vision structurale et statique de la société et une définition caricaturale des classes** (par ex, où sont les travailleurs dans l'agriculture ?) et des secteurs (confusion de l'industrie et du commerce, avec une dénomination subjective et dégradante)<sup>5</sup>.

**-Sur le plan analytique**, son insistance sur la productivité exclusive de l'agriculture mettait la physiocratie en décalage avec son temps, qui connaissait déjà, notamment outre-Manche, les prémises de ce qui allait devenir la première révolution industrielle.

**-Sur le plan conceptuel**, le tableau laissait largement ouverte les questions de la valeur, des prix, des revenus, de la détermination économique des classes sociales et de leurs rapports ; autant de questions qui seront abordées et résolues par l'école classique anglaise.

#### **Conclusion**

L'analyse de Quesnay culmine dans sa conception du processus économique dans son ensemble, en tant que processus de production et de reproduction, d'une période à l'autre, et dans la présentation de ce processus dans le tableau économique.

Malgré ces insuffisances, la physiocratie constitue la première tentative d'une théorie du capitalisme qui a fait avancer la pensée économique et constitué la première inspiration des auteurs anglais de l'économie politique. Ce sont donc les classiques, contemporains de la Révolution industrielle et ancrés dans la tradition libérale britannique, et tout particulièrement le premier d'entre eux, Adam Smith, qui seront considérés comme les véritables fondateurs de la science économique.

---

<sup>5</sup> BEN YAOU, Op.cit., p. 32.

## **Chapitre 05 : La pensée classique et naissance de l'objet de la science économique**

L'économie politique classique est un courant de pensée considéré comme fondement de la pensée économique moderne. Elle s'est développée dans le sillage de la révolution industrielle britannique aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. Le courant classique est caractérisé par une évolution radicale des mentalités, des valeurs, des techniques et des processus économiques.

C'est en Angleterre, première grande puissance à l'époque, avec Adam Smith (1723-1790), Thomas Malthus (1766 - 1834), David Ricardo (1772 -1823) ; puis en France avec Jean Baptiste Say (1767 - 1832) que naît la pensée libérale classique.

La « révolution classique » (1776-1817) a vu émerger l'économie comme un système articulant les échanges marchands et l'organisation de la production, tout en élaborant les principes du libéralisme économique.

Dans ce chapitre nous allons développer les questions essentielles soulevées par les auteurs classiques sans prétendre pouvoir atteindre chaque détail dans un vaste courant de pensée riche par ses nombreux auteurs et ses nombreuses théories.

### **1. Contexte général d'émergence de l'école classique**

Afin de comprendre l'apport des classiques à la naissance de l'économie politique en tant que science, on doit saisir le contexte historique de cette pensée classique du point de vue des faits économiques et du point de vue de la pensée en général.

- **L'accroissement démographique** : la population européenne s'est vue accroître à partir du début du 18<sup>ème</sup> siècle, avec le recul du taux mortalités et l'augmentation des natalités suite à l'amélioration des conditions d'hygiènes et de santé. Par conséquent, la population européenne passe de de 7.5 millions à 15 millions d'habitants entre 1775 et 1800, puis à 23 millions d'habitants en 1850. L'accroissement de la population a constitué un stimulant pour la croissance économique en Angleterre.
- **L'essor de la révolution industrielle (1760-1830)** : la Révolution industrielle initiée tout d'abord en Grande -Bretagne s'est étendue ensuite en Europe occidentale; son apparition initiale en Grande-Bretagne n'est pas étrangère au fait que la science économique restera pendant plus d'un siècle et demi sous domination britannique. Elle désigne une série d'innovations techniques qui repose sur l'usage systématique de la machine et l'utilisation de la vapeur. Les inventions sont très nombreuses, en particulier : le charbon a fait son apparition comme une source d'énergie grâce à la découverte de la machine à vapeur, la métallurgie et l'industrie textile, puis tous les domaines de production.

La révolution industrielle s'est accompagnée d'un ensemble de transformations économiques, sociales et technologiques en Grande-Bretagne, elles ont eu comme conséquences :<sup>1</sup>

- *L'exode rural massif* des campagnes vers les villes à travers le « mouvement des enclosures »<sup>2</sup> qui oblige les paysans les plus pauvres à quitter leur terre.
- *L'émergence et le développement d'une classe ouvrière* lié à l'essor des fabriques industrielles dans les secteurs d'activité clés (métallurgie et textiles). Les petits ateliers artisanaux ont presque disparu au profit des usines.
- *L'apparition d'une nouvelle bourgeoisie industrielle*, en particulier dans les villes du nord du pays (Liverpool, Manchester, Sheffield).
- *L'accélération de l'urbanisation* du pays autour de Londres et des grandes métropoles industrielles du Nord-Est du Royaume.
- *L'émergence de la banque en tant qu'institution séparée de l'Etat* et remplacement de la monnaie métallique par les monnaies fiduciaire et scripturale.
- *Le passage d'un capitalisme marchand à un capitalisme industriel* : la Révolution industrielle conduit à passer définitivement d'un capitalisme commercial et marchand d'essence et de logique mercantiliste à un capitalisme industriel libéré des entraves réglementaires et plaçant en son cœur le rapport salarial entre une bourgeoisie devenue industrielle et une main-d'œuvre salariée rendue disponible par la révolution agricole (enclosures) et que les progrès agricoles autorisent à nourrir.

Du point de vue de la pensée sociale en général, on peut dire que la situation se caractérise, au cours de la phase de la construction théorique de l'école classique par les traits suivants :

- *Le triomphe de la vision scientifique des choses* qui remplace, sous l'influence des changements économiques et sociaux, la vision théologique ;
- *La prédominance de l'ambiance intellectuelle* et le mouvement des idées où se forment les sciences sociales et surtout la théorie politique et la théorie économique ;

---

<sup>1</sup> Perez Yves, Op.cit., p. 89.

<sup>2</sup> Il résulte de la volonté des gros propriétaires terriens, de reprendre le contrôle de leurs terres, en faisant voter par le parlement des lois obligeant les propriétaires à enclore leurs propriétés (d'où l'appellation « enclosures »).

- La situation se caractérise finalement par *l'essor de l'individualisme* en tant que philosophie qui s'intéresse à l'individu (et principalement à l'individu qui réussit). L'image de l'individu qui réussit se trouve matérialisée, à cette époque, dans l'homme d'affaire : le capitaliste. L'individualisme analyse ensuite la nature humaine et trouve sa racine dans l'égoïsme et l'intérêt personnel. Il s'agit là de l'aspect utilitaire de la philosophie individualiste.

Dans ce contexte historique, les classiques mettent de l'ordre dans l'état de la recherche économique. L'objet de la nouvelle science se rapporte, pour eux au processus économique : les phénomènes relatifs à la production, à l'échange et à la répartition du produit social. Cette répartition se détermine par les conditions de la production.

Dans leur analyse des phénomènes économiques, les classiques visent à découvrir les lois objectives qui les régissent. Dans cette analyse, ils concentrent leur attention sur l'aspect quantitatif des phénomènes, utilisant en général la méthode d'abstraction ayant une nature inductive – déductive. Dans ce cadre, il importe cependant de faire la distinction entre A Smith et D Ricardo. Smith utilise la méthode inductive : parvenir à des vérités simples par la généralisation qui amène à la synthèse, s'adresser ensuite aux événements réels de l'histoire, à des phases différentes, et les confronter aux idées dégagées, pour en tirer la preuve directe ou indirecte.

Quant à Ricardo, il fait abstraction de tous les éléments secondaires qui peuvent détourner l'esprit de ce qu'il y a d'essentiel dans le phénomène, en vue d'aboutir aux idées principales. Il utilise donc la déduction en tant que méthode d'inférence. Ainsi se dessinent, grâce aux efforts analytiques des classiques, les traits de l'économie politique en tant que science.

## **2. Les fondements de l'école classique**

Malgré la diversité des auteurs et des idées, les économistes classiques parviennent à forger une analyse qui repose sur quelques grands principes. La réalité de la main invisible, les lois naturelles auxquelles pense Smith, sont celles du marché, supposé libre, sans réglementation ni taxation qui en fausseraient le jeu<sup>3</sup>.

### **2.1. L'individualisme des agents économiques**

L'individu est un être rationnel, il est le seul capable de juger et de décider ce qui est bon pour lui. Chaque individu poursuit son intérêt particulier par la maximisation des satisfactions et la minimisation de l'effort.

---

<sup>3</sup> Pavoine J., 1993, « Histoire de la Science économique », Ellipses Editions Marketing, Paris p. 40.

Pour Smith, les individus doivent travailler pour leur intérêt personnel, ce qui favorisera ensuite l'intérêt général car il existe « *une main invisible* » (le marché) qui guide les passions individuelles vers le bien de tous. Smith explique le rôle du marché en insistant sur l'égo de chaque individu : « *Ce n'est pas la bienveillance du boucher, du marchand de bière et du boulanger, que nous attendons notre dîner, mais bien du soin qu'ils apportent à leurs intérêts. Nous ne nous adressons pas à leur humanité, mais à leur égoïsme ; et ce n'est jamais de nos besoins que nous leur parlons, c'est toujours de leur avantage* »<sup>4</sup>. L'échange oriente donc spontanément (sur la base de la poursuite par chacun de son intérêt égoïste) les activités individuelles d'une manière efficace : le « marché » est donc un instrument de conciliation des intérêts égoïstes et son alchimie transforme la poursuite par chacun de son intérêt personnel en un bonheur collectif (qui passe par l'enrichissement de la nation).

## **2.2. L'affirmation de la liberté économique et de l'ordre naturel**

La propriété privée des moyens de production est une garantie de la liberté. A Smith croit au respect de l'ordre naturel. L'économie s'équilibre automatiquement, et l'État doit intervenir le moins possible dans l'économie. Le marché constitue le régulateur le plus efficace de l'activité économique (on parle également de socialisation par le marché).

En effet, pour les économistes classiques, l'Etat ne devait pas intervenir sur le marché pour régler les prix ou les quantités, car cela perturberait les mécanismes de marché et conduirait à des inefficacités. Ils considèrent que *l'initiative individuelle* et la *libre concurrence* étaient les meilleurs moyens de promouvoir la prospérité économique. Il suffit donc de « *laisser faire* » les individus, en ne limitant pas les opportunités d'échange qui pourraient leur être profitables, pour assurer la prospérité et l'harmonie sociale.

L'Etat ne doit pas donc entraver la liberté d'entreprendre et doit se contenter des fonctions régaliennes (armée, justice et diplomatie). Il a un rôle minimaliste qui consiste à mettre en place les infrastructures et services indispensables à la collectivité, chose qui ne peut pas être relevée de l'initiative privée.

## **2.3. Permanence de l'équilibre économique**

Pour les classiques, l'équilibre économique global résulte des équilibres qui s'établissent simultanément sur les différents marchés, et il est assurée par la parfaite flexibilité des prix. Cette idée s'incarne dans « *la loi des débouchés* » de J.-B. Say qui stipule que « l'offre crée sa propre demande », c'est-à-dire que la production se transforme en revenus qui eux-mêmes se transforment

---

<sup>4</sup> Bertrand Blancheton, 2009, « Sciences économiques », édition Dunod, Paris, p. 22.

en demande. En cas de surproduction ponctuelle (excédent dans un produit), les prix vont baisser et les investissements se reporteront sur autre production dont le prix est plus élevé et l'excédent sera ainsi définitivement résorbé. Donc un déséquilibre durable ou généralisé entre l'offre et la demande est impossible. Cependant, des hypothèses particulières sont retenues pour valider cette loi<sup>5</sup> : la monnaie est neutre, la thésaurisation est exclue, la concurrence régit tous les marchés, le progrès technique à des effets favorables à la fois sur la production sur l'emploi et sur la consommation, le consommateur est souverain et l'entrepreneur est un agent économique rationnel.

### **3. L'analyse de la richesse par les auteurs classiques**

Dans l'école classique, on trouve deux catégories de penseurs : les classiques ayant vision optimiste de la richesse (A. Smith et J.B. Say) et les classiques ayant une perception pessimiste de la richesse (T. R. Malthus et D. Ricardo).

#### **3.1. Les déterminants de la richesse chez A. Smith**

Dans son ouvrage « Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations » (1776), A. Smith cherche à identifier les causes de l'enrichissement des pays, c'est-à-dire de la croissance économique. Ce livre est considéré aujourd'hui par la science économique comme l'œuvre fondatrice de la discipline.

##### **3.1.1. Le travail source privilégiée de la création de la richesse**

Comme les physiocrates, les classiques s'opposent aux mercantilistes quant à la nature de la richesse. Pour eux, contemporains de la Révolution industrielle, la richesse est évidemment réelle, constituée de ce que Smith appelle : « toutes les choses nécessaires et commodes à la vie » que permet d'obtenir le travail annuel de la nation. Ce qui l'amène à étendre la notion d'activité productive à toutes les activités concourant à la fabrication, au transport et à la commercialisation d'objets matériels, qu'il s'agisse de produits agricoles ou de produits manufacturés. Selon lui, « *seul le travail humain était créateur de valeur* ». <sup>6</sup>

##### **3.1.2. La division du travail est source d'efficacité et d'évolution de la productivité**

Une fois réglée la question de la nature de la richesse (matérielle), Adam Smith a cherché aussi à répondre à la question des « causes » de la richesse. Il prend ainsi l'exemple d'une fabrique d'épingle afin d'expliquer comment « **la division du travail** » permet d'accroître, de façon significative, « *la productivité* ».

---

<sup>5</sup> Samuelson A., Op.cit. p. 98.

<sup>6</sup> Kauchil .S., 1973, « The Case of Adam Smith's Value Analysis », Oxford Economics Papers, vol. 25, N°01, p. 61.

En effet, Selon cet exemple, un ouvrier accomplissant seul toutes les opérations nécessaires à la fabrication des épingles, en produirait peut-être au mieux une dans la journée. Mais si ces opérations sont réparties entre dix ouvriers, si le travail est donc divisé, leur production s'élève alors à quarante-huit mille épingles, soit quatre mille huit cents par ouvrier. La productivité du travail a donc été démultipliée par la division du travail.

Celle-ci résulte de la conjonction de trois facteurs principaux:<sup>7</sup>

- L'expérience de l'ouvrier : celle-ci augmente au fur et à mesure il exécute une série de gestes de façon répétée il gagne en habileté en rapidité ;
- Le rôle des machines : l'introduction des machines au sein même du processus de production va permettre de démultiplier la puissance du travail humain ;
- La spécialisation des tâches : celle-ci joue également un rôle important. Elle va permettre à chaque ouvrier d'effectuer les tâches pour lesquelles il est, a priori, le plus habile.

La division des tâches facilite ainsi le « perfectionnement des facultés productives du travail »<sup>8</sup>. Cette vertu de la division du travail peut être constatée comme ici « dans l'atelier » (*division technique du travail*) mais aussi dans la société (*division sociale du travail* entre différents producteurs). Cette division sociale du travail, en particulier, a en outre l'intérêt d'accélérer le développement du progrès technique, lui aussi source majeure de l'accroissement de productivité du travail et favorise les rendements d'échelle croissants.

De son côté, *le développement de l'échange marchand* stimule l'organisation du travail, la division du travail et l'amélioration de la productivité. L'augmentation de la demande entraîne l'accroissement de la concurrence entre les producteurs et la baisse des coûts de production. Les producteurs qui ne réussissent pas à s'adapter sont progressivement éliminés du marché par le jeu de la concurrence.

Par ailleurs, la baisse des coûts de productions facilite l'accumulation du capital et l'accélération de la dynamique de la croissance économique. Cette dynamique, comme le souligne Adam Smith, est plus forte dans l'industrie que dans l'agriculture où les progrès de productivité sont plus lents et plus faibles.

Finalement, la conception que véhicule Smith de la richesse apparaît doublement en rupture par rapport aux conceptions antérieures. Une première rupture concerne la nature de la richesse : contre les mercantilistes pour qui la richesse est monétaire, Smith affirme qu'elle est réelle. La seconde

---

<sup>7</sup> Yves Perez, Op. cit. p. 232.

<sup>8</sup>Ibid. p. 233.

rupture, signalée à présent, concerne les sources de cette richesse : contre les physiocrates, cette fois, pour qui la richesse est foncière, Smith insiste sur le fait que cette richesse est produite.

### **3.1.3. La métaphore de la main invisible**

C'est à Adam Smith qu'on doit la célèbre métaphore de la « main invisible » selon laquelle les individus, mus exclusivement par leur intérêt personnel, se comportant sur un marché concurrentiel dans un sens conforme à la prospérité générale. Derrière cette métaphore se trouve l'idée que la recherche du gain amène les entreprises à produire les marchandises que recherchent les consommateurs. Cependant, ces bienfaits ne peuvent se réaliser pleinement que si l'économie est soumise à un régime de libre concurrence : ainsi les barrières limitant l'accès à certains marchés, en créant des rentes de situation au profit des entreprises qu'elles protègent, faussent le jeu de la « main invisible » et nuisent finalement aux intérêts du consommateur.

La théorie classique de la main invisible constitue, aujourd'hui encore, la base de la pensée économique libérale : elle contient en effet l'idée que l'articulation des intérêts individuels, soumis à la pression de la concurrence, assure de façon efficace la régulation des processus économiques à l'échelle sociale, les prix jouant le rôle des « signaux » orientent les décisions des producteurs dans un sens conforme aux besoins des consommateurs.

### **3.1. La loi des débouchés chez Jean Baptiste Say**

Pour Say, l'économie enseigne comment se forment, se distribuent et se consomment les richesses qui satisfont aux besoins des sociétés. En d'autres termes, l'économie étudie la production, la consommation et la répartition des richesses.

Selon Say, « *les produits s'échangent contre des produits et l'offre crée sa propre demande* ». C'est ce que l'on appelle la « loi des débouchés » ou encore la « loi de Say ». C'est-à-dire que la production se transforme en revenus qui eux-mêmes se transforment en demande. En cas de surproduction ponctuelle, les prix vont baisser et les investissements se reporteront sur autre production dont le prix est plus élevé et l'excédent sera ainsi définitivement résorbé. Il ne peut donc exister de désajustement durable et global entre l'offre et la demande. Ce qui découle de la loi de Say, c'est l'idée selon laquelle l'allocation par le marché ne peut jamais connaître de crise.

Keynes regroupa sous la même étiquette « classique » tous les auteurs adhérent à la loi des débouchés, et jusqu'à la production de sa « Théorie générale » en 1936, les économistes contestant la validité scientifique de cette loi resteront très minoritaires.

### 3.2. La théorie de la population chez T.R. Malthus

Malthus (1766-1834) observe avec inquiétude l'extension de la pauvreté en Angleterre à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Il fonde son raisonnement sur le constat suivant : la population croît selon une progression géométrique tandis que les subsistances n'augmentent qu'en fonction d'une progression arithmétique. Dans ces conditions, il existera *un déséquilibre croissant entre une population en hausse rapide et des ressources qui progressent plus lentement*. Plus les années passent donc, et plus l'écart sera grand entre la démographie et le stock de ressources. Ainsi, s'il n'y a pas de guerre, d'épidémie ou d'autre événement pouvant réduire la population, il en résultera nécessairement une famine qui pourrait durer jusqu'à ce que le niveau de population redescende en dessous des ressources disponibles.

En effet, selon Malthus, lorsque le niveau de vie des classes laborieuses s'améliore et se situe au-dessus du niveau de subsistance, la population augmentera. À mesure que la population augmente le revenu par tête va commencer à décroître. L'offre de travail excédera la demande de travail. Le chômage s'accroîtra. Le salaire réel diminuera du fait de l'augmentation du prix des subsistances. La misère s'étendra au sein des classes laborieuses. Le taux de natalité se fléchira. Le rééquilibrage s'opéra.

Selon Malthus, *ce rééquilibrage « naturel » par la misère sociale est un moyen plus efficace que toute action sociale de l'État*. Il critiqua durement la loi sur les pauvres qui conduit les classes laborieuses à devenir complètement dépendant des aides publiques : « *Le peuple doit se considérer comme étant lui-même la cause principale de ses misères* » et « *aider les pauvres, c'est multiplier la pauvreté* ». La thèse de Malthus constitue donc un recul par rapports aux mercantilistes qui considéraient l'accroissement de la population comme facteur d'augmentation de production et de richesse.

### 3.3. Rendements décroissants et état stationnaire chez Ricardo

David Ricardo, (*Principes de l'économie politique et de l'impôt*, 1817) et est considéré comme l'un des économistes classiques les plus importants. Qualifié de « libéral pessimiste », inspirée surtout de Malthus et pénétrée de pessimisme Ricardo pense aussi qu'alors que la population ne cesse de croître, les rendements de la terre sont décroissants, c'est-à-dire que chaque nouvelle terre mise en culture pour faire face aux besoins d'une population croissante est moins fertile que les terres précédemment cultivées.

Il faut d'abord contextualiser la pensée de D. Ricardo : il écrit à l'époque des débuts de la révolution industrielle, dans une économie encore très marquée par le primat de l'agriculture. C'est pourquoi, comme les physiocrates avant lui, il pense la société divisée en trois groupes dans le

processus productif : les propriétaires de la terre, qui louent cette dernière et en perçoivent une rente ; les travailleurs de la terre, qui la cultivent et en perçoivent un salaire ; et les entrepreneurs – ou capitalistes – qui investissent dans le travail de la terre et en perçoivent un profit.

Cette époque est aussi celle d'une expansion démographique en Europe qui le pousse à réfléchir, comme Malthus quelques années avant lui, à l'adéquation possible entre des besoins humains croissants et les ressources terrestres.

Il part du principe que, lorsqu'une population croît, faute de pouvoir intensifier efficacement la culture des terres fertiles habituellement exploitées<sup>9</sup>, il faut défricher et cultiver de nouvelles terres qui sont moins fertiles. Or, d'un côté, la culture de ces terres moins fertiles demande aux travailleurs plus de travail, ce qui tend à faire augmenter le prix du blé, qui est la base de l'alimentation à l'époque ; de l'autre, le salaire<sup>10</sup> des travailleurs est fixé sur le prix du blé. Ainsi, le prix du blé augmentant, les salaires sont à la hausse mais aussi les rentes.

D. Ricardo montre en effet que même les terres les moins fertiles rapportent une rente et elle pousse ainsi les propriétaires des terres les plus fertiles à exiger une rente plus importante pour les leurs : c'est la **loi de la rente différentielle** (plus on cultive de terres, plus ceux qui possèdent les terres les plus fertiles s'enrichissent). Il en résulte que, face à des salaires et des rentes qui augmentent, les entrepreneurs voient leurs profits au mieux stagner, sinon diminuer. Ceci signifie qu'il ne peut pas y avoir autant d'investissements d'une année sur l'autre, donc que l'économie est vouée à stagner : il y a certes toujours de la création de richesses, mais elles n'augmentent pas. On débouche ainsi sur « **un état stationnaire** ».

Cependant, à long terme ce mécanisme des rendements décroissants est contre balancé par le progrès technique. Pour toute société, l'enjeu est de gérer cet arbitrage entre progrès technique et rendements décroissants.

Pour éviter que les rendements décroissants ne paralysent l'économie, il convient à chaque pas de se spécialiser dans le domaine d'activité où il est le plus efficace ; c'est la justification du libre-échange par ce qu'il appelle « les avantages comparatifs ».

#### **4. L'analyse classique de la valeur et des prix**

L'analyse de la valeur, qui consiste à rechercher selon quels principes se déterminent les prix relatifs des marchandises sur un marché concurrentiel, occupe un rôle fondamental dans l'économie classique.

---

<sup>9</sup> D'autant qu'une trop forte intensification de leur culture les rendrait moins fertiles ou ne permettrait pas, passé un certain stade, des rendements proportionnels, ainsi que l'avait déjà démontré J. Turgot au XVIII<sup>e</sup> siècle : c'est la loi des rendements décroissants.

<sup>10</sup> C'est un salaire dit de subsistance, qui permet à ces derniers de reconstituer leurs forces et de nourrir leur famille.

#### 4.1. Théorie de « la valeur-travail »

La théorie de valeur-travail est une conception développée d'abord par Smith, dans le « travail commandé », et complété par Ricardo avec une vision plus élargie : le « travail incorporé ».

##### 4.1.1. Théorie de la valeur « commandé » chez Smith

Reprenant la formulation d'Aristote, Smith précise les deux acceptions de la valeur : « *Le mot valeur a deux significations différentes ; il signifie l'utilité d'un objet particulier, et quelque fois il signifie la faculté que donne la possession de cet objet d'en acheter un autre. On peut appeler l'une valeur en usage, l'autre, valeur en échange* ». À partir de ces deux acceptions de la notion de valeur, Smith montre que la valeur d'usage ne peut servir de fondement robuste à la théorie de la valeur.

Il tente d'expliquer cela à travers le fameux paradoxe de l'eau et du diamant : « *Il n'y a rien de plus utile que l'eau, mais avec elle on ne peut presque rien acheter. Un diamant au contraire, n'a presque aucune valeur quant à l'usage, mais on trouvera fréquemment à l'échanger contre une très grande quantité d'autres marchandises* ». Dès lors, si l'on compare l'eau et le diamant, en dépit de leur niveau d'utilité différent. Le diamant est donc cher parce qu'il a fallu beaucoup de travail pour l'extraire et le tailler ; cette quantité de travail, qui peut être mesurée de manière constante, permet, par échange, de commander le travail des autres (la construction d'un navire par exemple). Inversement, l'eau, facilement accessible et extractible, demandant peu d'heures de travail, est peu chère, bien qu'elle soit utile. Il vient que la valeur d'échange du diamant est bien supérieure à celle du diamant. ***Le travail est donc la mesure réelle de la valeur échangeable de toute marchandise.*** Smith estime ainsi que la valeur d'échange (le prix) d'un bien est déterminé par la quantité de « ***travail commandé*** » qu'il contient.

##### 4.1.2. Théorie de la valeur « incorporée » chez Ricardo

Dans « *Les Principes d'Économie politique et de l'impôt* » (1817), Ricardo complète la théorie de la valeur travail. Il précise que le terme de valeur en théorie économique signifie bien le rapport d'échange entre deux biens (le prix relatif).

Ricardo (1817) précise également le contenu de la valeur travail et donne, comme la citation ci-dessous le montre, une conception large de cette valeur : « *La valeur des marchandises se trouve modifiée non seulement par le travail immédiatement appliqué à leur production, mais encore par le travail consacré aux outils, aux machines, aux bâtiments qui servent à les créer* »<sup>11</sup>. Ainsi, Ricardo précise que l'évaluation du prix d'un bien est déterminée non seulement par la quantité de

---

<sup>11</sup>Blancheton B., Op.cit. p. 24.

travail directement nécessaire pour le fabriquer (reprenant l'analyse de Smith), mais aussi du travail indirect présent dans les outils de production et les consommations intermédiaires, nommé : « **travail incorporé** ».

Quelles que soient par ailleurs leurs différences sur la manière de la décliner (valeur travail *commandé* chez Smith, valeur travail *incorporé* chez Ricardo), les auteurs classiques se distinguent donc par leur adhésion à ce qu'il est coutume d'appeler « **une théorie de la valeur travail** » : le travail est le « fonds primitif de toute richesse » et c'est la dépense en travail qui fonde la valeur des biens dans l'échange. Les prix des biens devraient donc respecter les valeurs d'échange ainsi déterminées et refléter en conséquence les conditions de production : les prix « naturels » sont des « prix de production ».

#### **4.2. Prix naturel et prix du marché**

Selon Smith, en passant d'une société à l'autre, la valeur d'échange du bien a augmenté. En effet, au montant du travail, s'est ajouté le profit et la rente. Il parle alors d'une théorie additive de la valeur. Cela conduit Smith à développer une théorie de la répartition et à définir « **un prix naturel** » où chaque participant à la production, *le travailleur, le capitaliste et le propriétaire foncier*, reçoit une rémunération égale à ce que cela lui a coûté. Il est alors possible de distinguer deux prix pour un bien : **le prix naturel et le prix de marché**, celui auquel il est vendu.

Ainsi, sur le marché, il y a un pouvoir d'achat qui fait apparaître une demande, les producteurs ignorent le montant de ce pouvoir d'achat et produisent donc une quantité qui peut être différente de cette demande. Ainsi, le prix de marché peut être différent du prix naturel. Smith développe à cet égard une théorie de « **gravitation des prix de marché autour des prix naturels** », c'est-à-dire que les prix de marché ne s'éloignent jamais cumulativement, ni à la hausse, ni à la baisse, des prix naturels.

En effet, si le prix de marché est inférieur au prix naturel, les coûts de production ne sont plus couverts (la dépense en travail n'est plus « rentabilisée ») et l'offre baisse à la période suivante, poussant le prix de marché à la hausse. Inversement, si le prix de marché est supérieur au prix naturel, les producteurs augmentent leur production à la période suivante, de nouveaux producteurs attirés par les perspectives de gains entrent sur le marché et l'offre augmente donc à la période suivante, le prix de marché fléchit et rejoint le prix naturel.

#### **5. Loi de Say et analyse monétaire chez les classiques**

L'idée que la monnaie n'est pas recherchée pour elle-même, mais pour les produits qu'elle permet d'acquérir, est cohérente avec la thèse des physiocrates et de Smith, selon laquelle *la monnaie n'est pas la « vraie richesse », mais seulement le moyen de la faire circuler.*

L'utilisation de la monnaie s'explique par le fait que l'échange monétaire est techniquement supérieur au troc mais, en fait, même dans une économie monétaire, « *les produits s'échangent contre des produits* ». La monnaie *n'est qu'un voile jeté sur les échanges et destiné à les faciliter*, affirme Say.

En fait, l'adhésion à cette « loi de Say » équivaut pour les classiques à considérer que les économies de marché (avec monnaie) fonctionnent en fait comme pourraient le faire des économies de troc (sans monnaie). L'analyse monétaire qui sous-tend la loi des débouchés rend celle-ci tout à fait compatible avec une analyse beaucoup plus ancienne : la théorie quantitative de la monnaie, où les variations de la masse monétaire expliquent les variations des prix.

La loi de Say repose donc sur l'idée de la *neutralité* de la monnaie sur le fonctionnement réel de l'économie, affirmée par ailleurs par les classiques.

### **Conclusion**

Au total, l'apport des classiques relatif à la délimitation de son objet et l'élaboration de ses méthodes représente un grand acquis pour la science qui nous intéresse, car il signifie sa naissance. Mais la conception des classiques de l'objet de l'économie politique ignore le mouvement historique des phénomènes économiques, leur mouvement à travers les contradictions qui se reflètent dans la pensée économique postérieure aux classiques. Car leur pensée ne tarde pas à devenir objet d'études critiques et de controverses. Ce qui annonce le développement de l'économie politique en tant que science.

## Chapitre 06 : Critique de la pensée classique : la pensée marxiste et socialiste

Les socialistes émettent des critiques radicales dans leur approche : ils sont indignés face à la misère due à l'exploitation engendrés par le capitalisme. Cette vision s'est d'abord élaborée comme une utopie, fondée sur une critique humaniste du capitalisme industriel du XIXe siècle et de ses travers. Elle s'est enracinée dans la vision de Marx (1818-1883), qui revendique un socialisme scientifique fondé sur une critique rationnelle du fonctionnement économique du capitalisme, elle-même intégrée à une vision générale de l'histoire en termes de succession de « modes de production ». Marx et Friedrich Engels (1820-1895) adoptent une position matérialiste. L'histoire est guidé par les conditions matériels et que les facteurs économiques sont le principal moteur du changement social.

L'objet de ce chapitre n'est pas d'exposer la vision philosophique de Marx, mais de démontrer en quoi sa pensée constitue un prolongement de l'école classique anglaise. La pensée de Marx présente des points communs avec les travaux de Ricardo. En revanche, elle s'oppose très nettement au courant classique français représenté par J.B. Say. Karl Marx échappe aux classifications habituelles dans la mesure où son œuvre aborde la réalité sociale de façon globale<sup>1</sup>. C'est à la fois une vision historique, économique, politique, sociologique et même philosophique.

### 1. Contexte global

Le contexte de la seconde moitié du XIXe siècle est celui de **l'arrivée à maturation du capitalisme concurrentiel**. Cette arrivée à maturation s'accompagne de la mise en œuvre d'une seconde révolution industrielle (invention du chemin de fer, de la navigation à vapeur, de l'énergie électrique, d'innovations dans la chimie) qui accentue la concentration du capital, modifie donc la nature de la concurrence et déstabilise l'ancienne division internationale du travail (émergence de nouveaux pays : Allemagne, Japon, États-Unis).

Au cours de cette même période, l'économie mondiale assista l'apparition des premières grandes crises spécifiquement capitalistes (1817, 1837 et 1839), qui associent crises industrielles et agricoles, rupture de la croissance et chômage de masse.

Sur le plan social, les conditions des ouvriers dans le secteur industriel se détériorent. L'extension du salariat a renforcé les antagonismes de classes, antagonismes qui se déplacent de l'opposition traditionnelle entre propriétaires terriens et capitalistes vers l'opposition entre

---

<sup>1</sup> Roux, V., 2012, « *Grands problèmes économiques. Introduction générale à l'économie* ». Ellipses Edition Marketing S.A., Paris, p. 67.

ouvriers et capitalistes<sup>2</sup>. Ces mutations se manifestaient par une transformation du paysage économique et sociale et l'émergence du prolétariat : classe ouvrière opprimée par la classe dirigeante.

Les conditions très dures qui sont imposées aux ouvriers pendant cette période sont à l'origine de nombreuses protestations et révoltes et l'émergence d'un « mouvement ouvrier », qui, à partir de 1848 (et du grand cycle de révolutions en Europe), met en avant la « question sociale », se pose en opposant au système capitaliste et à la bourgeoisie, et qui se veut porteur de divers projets de réorganisation de la société. Ce mouvement va conduire ultérieurement à la naissance du « **syndicalisme ouvrier** » (1880), qui va poser un jalon fondateur de l'histoire des luttes sociales.

Sur le plan politique, il y a une montée du colonialisme et de l'impérialisme (les États impérialistes d'Europe étaient à la recherche de matières premières tropicales, de ressources minières et énergétiques pour leurs industries), chose qui renforce l'attention des socialistes, principalement Marx, sur la nécessité d'une solidarité et « **lutte internationale contre le capitalisme** ».

Le socialisme pré-marxiste annonçait des utopies collectives : le socialisme associationniste (Louis Blanc, Fourier et Owen), l'anarchisme (Proudhon, Kropotkine et Bakounine), ainsi que le socialisme saint-simonien). Quoique variés dans leur modalités, ont pour objectif d'instaurer la justice sociale à travers une critique morale du capitalisme. Cependant, le Marxisme se présenta donc comme le « *socialisme scientifique* » par opposition aux « *socialismes utopiques* » considérés comme petits bourgeois et réformateur. Le marxisme s'attache à tracer une claire ligne de démarcation entre les deux variétés de socialisme.

Au total, le courant marxiste a émergé en réponse à un ensemble complexe de facteurs économiques, sociaux et politiques qui étaient présents au XIXe siècle. Les idées développées par Marx et Engels offraient une critique du système capitaliste existant et proposaient une vision pour une société plus juste et équitable.

## **2. Les fondements de la pensée marxiste**

Marx proposa un corps de doctrine à la fois systématique et très élaboré sur les plans économique, politique et philosophique. Marx ne pratique donc pas l'économie mais la « critique de l'économie politique » (classique) : son ouvrage de référence, *Le capital*, publié en 1867, est d'ailleurs sous-titré : *Critique de l'économie politique*.

---

<sup>2</sup> BEN YAOU, Op.cit., 41.

## 2.1. Le matérialisme historique

Pour Marx, la compréhension du fonctionnement des sociétés repose sur l'analyse de sa structure économique (appelée par la suite « infrastructure » de la société). Celle-ci détermine, en dernière instance, la « superstructure » constitué par les « formes juridiques, politiques, religieuses, artistiques ou philosophiques » propre à la société envisagée (par exemple : l'organisation politique de la société féodale s'explique par l'état de l'économie au moyen âge)<sup>3</sup>.

L'infrastructure de la société est elle-même constituée de la combinaison des forces productives et des rapports de production. Les premières regroupent la main-d'œuvre, les techniques et moyen de production dont dispose la société. Les seconds représentent les relations sociales qui se nouent dans le processus de production des biens nécessaire à la satisfaction des besoins sociaux d'une époque donnée. En effet, chaque étape du développement de la société a été marquée par l'affrontement entre classes exploiteuses et les classes exploitées et opprimées<sup>4</sup>. Marx et Engel appellent « mode de production » la combinaison des forces productives et des rapports de production dominants au sein de la société.

Ce concept a permis à Karl Marx de proposer une modélisation de l'histoire humaine. Ainsi, **le « mode de production capitaliste » est, selon Marx, une étape dans le développement de l'humanité.** Il a été une réponse positive à l'obstacle objectif que les rapports de production féodaux opposaient, à partir des XIV<sup>ème</sup> et XV<sup>ème</sup> siècles, au développement des forces productives. Son avènement a donc été une nécessité objective et la bourgeoisie a alors constitué, par rapport aux classes dominantes de l'Ancien régime, une classe progressiste. La philosophie des Lumières et le libéralisme ont été la manifestation intellectuelle de la prise de conscience par la bourgeoisie de son rôle historique et de la nécessité, pour le développement de l'humanité, de s'affranchir de l'ancien ordre féodal. La preuve du caractère alors progressiste du capitalisme est à cet égard donnée par l'avènement de la Révolution industrielle (formidable développement des forces productives)<sup>5</sup>.

**Mais à son tour le capitalisme est devenu un obstacle au développement des forces productives<sup>6</sup>.** Il est alors temps de renverser les rapports de production capitalistes, pour que le développement des forces productives se poursuive.

---

<sup>3</sup> BONCŒUR Jean & THOUEMENT Hervé., Op. cit., p. 165.

<sup>4</sup> PEREZ Yves., Op. cit., p. 307.

<sup>5</sup> Deleplace G., Lavialle C., Op.cit., p. 68.

<sup>6</sup> Ibid.

Selon Marx, le capitalisme ne constitue qu'un stade spécifique du développement des sociétés humaines et, à ce titre, appelé à disparaître afin de laisser place au socialisme, étape elle-même transitoire vers l'avènement du communisme.

### **2.2.La lutte des classes**

Pour Marx, ce sont les luttes des classes qui sont le moteur de l'histoire, la clé explicative des grands bouleversements qui font passer d'un mode de production à l'autre. La proposition selon laquelle le capitalisme est condamné par le jeu de ses contradictions internes ne signifie nullement qu'il doit disparaître de lui-même comme un fruit mûr tombe de l'arbre. Comme les révolutions sociales antérieures, la révolution qui doit abolir le capitalisme ne peut résulter que d'une « *intense lutte des classes* » : l'avènement du communisme nécessite le renversement du pouvoir de la bourgeoisie par le prolétariat, ce qui passe par la prise et la transformation du pouvoir d'Etat, considéré comme l'instrument de la « dictature » de la classe dominante sur la société. Mais cette lutte de classes a elle-même un fondement économique.

En dehors du « communisme primitif » qui, selon Marx et Engels, a constitué la première forme sociale d'organisation de la production, les modes de production qui se sont succédé dans l'histoire ont toujours été marqués par le caractère antagonique des rapports de production qu'ils contenaient. La base matérielle de cet antagonisme n'est autre que l'exploitation d'une classe par une autre. Chez Marx, ce terme a une signification économique précise : il y a exploitation lorsque les membres d'une société prélèvent, sans contrepartie matérielle équivalente, une fraction du produit du travail d'autres membres de la société.

L'existence des classes, pour Marx, est étroitement liée au phénomène de l'exploitation, de sorte que le communisme, société débarrassée de l'exploitation, sera aussi une société sans classes. Il sera également une société sans Etat, celui-ci n'étant que l'instrument politique par lequel la classe exploiteuse maintient sa domination sur la classe exploitée.

### **2.3.La théorie de la valeur travail**

Dans la démarche de Marx la théorie de la valeur a pour objet d'expliquer l'exploitation capitaliste<sup>7</sup>. Pour Marx, toutes les marchandises ont à la fois une valeur d'usage, destinée à satisfaire un besoin spécifique, et une valeur d'échange qui revêtira une forme monétaire sur le marché.

---

<sup>7</sup> Pavoine J., Op.cit. p. 83.

La plus ou moins grande valeur d'échange d'une marchandise dépend, selon Marx qui ici adopte très nettement le point de vue de Ricardo, du temps de travail nécessaire à sa production. Celui-ci inclut à la fois le travail direct (que Marx appelle « travail vivant ») et le travail indirect (ou « travail mort »). Le premier est celui du ou des ouvriers qui ont participé à la fabrication de la marchandise. Le second est celui qui est incorporé dans tous les équipements, les machines, les articles consommés dans l'acte de production de la marchandise.

Le travail humain n'est pas, en effet, le seul facteur de production. Elle exige aussi du capital et des consommations intermédiaires. Or, ces moyens de production sont eux-mêmes le résultat d'un travail qui a été réalisé au cours des phases antérieures à la production de la marchandise.

Globalement, le temps de travail qui détermine la valeur d'une marchandise est appelé par Marx, le « *temps de travail socialement nécessaire* », expression désignant la quantité moyenne de travail que nécessite la production de cette marchandise compte tenu du degré moyen d'habileté et des conditions techniques du moment.

Le travail est donc à la fois le fondement et la mesure de la valeur. Mais là ne réside pas l'originalité de l'apport de Marx car, sur ce point, il ne fait qu'approfondir la théorie de Ricardo. Sa principale innovation réside dans l'application de la loi de la valeur à une marchandise particulière, « *la force de travail* ».

Cette expression désigne « l'ensemble des facultés physiques et intellectuelles qui existent dans le corps d'un homme, dans sa personnalité vivante, et qu'il doit mettre en mouvement pour produire des choses utiles » (Marx, *Le Capital*, Livre 1). La force de travail, comme toute marchandise, est une valeur d'usage car, quand elle est mise à la disposition d'un capitaliste, elle a une utilité, elle permet de créer des produits et de la valeur. Elle est aussi une valeur d'échange qui s'exprime par le salaire.

#### **2.4. La plus-value et l'exploitation capitaliste**

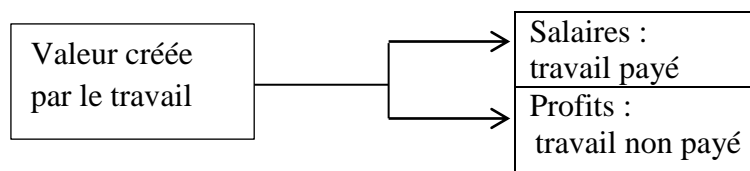
Une fois admise la théorie de la valeur travail, la théorie de l'exploitation capitaliste semble reposer une évidence : le revenu, qui se partage entre les travailleurs et les propriétaires des moyens de production, est la contrepartie de la valeur ajoutée aux marchandises préexistantes ; si cette valeur est intégralement créée par le travail, l'existence du profit implique que les travailleurs ne reçoivent sous forme de salaire que l'équivalent d'une partie

du travail qu'ils ont fourni. Dans cette hypothèse, les salariés sont donc bien exploités au sens marxiste du terme, comme l'étaient (sous d'autres formes) les serfs dans la société féodale.

En effet, Marx explique qu'au cours du processus de production, l'ouvrier vend sa force de travail et perçoit un salaire. Il travaille et crée des marchandises dont la valeur est supérieure à celle de sa rémunération (surtravail). L'emploi de la force de travail donne aux capitalistes, la possibilité de s'approprier une **plus-value**.

Les salariés, eux, sont privés d'une partie des richesses qu'ils ont créées, ils sont spoliés et exploités. Le capitaliste extorque donc une plus-value (profit), qui est la différence entre la valeur de la richesse créée par le travailleur et celle de sa force de travail, c'est-à-dire (en monnaie) son salaire. Ce faisant, le propriétaire des moyens de production (le capitaliste) exploite celui qui ne possède que sa force de travail (le prolétaire).

#### Schéma N°01 : L'exploitation capitaliste selon Marx



Source : BONCŒUR Jean & THOUEMENT Hervé., 2014, « Histoire des idées économiques de Platon à Marx », édition Armand colin, Paris, p. 187.

Marx distingue la **plus-value absolue** (correspondant à l'allongement du temps de travail au-delà de ce qui est nécessaire pour reproduire la valeur de la force de travail) et la **plus-value relative**, qui correspond à la réduction de la valeur de la force de travail conséquemment à l'augmentation de la productivité dans les branches produisant les marchandises nécessaires à la reproduction de la force de travail.

L'usage de la force de travail est, pour Marx, l'unique source de la plus-value, même si la production exige, outre le travail humain, des machines, des outils ou des matières premières. Il considère que ces autres facteurs de production ne contribuent pas de la même façon à la création de valeur lors du processus de production. Pour lui, seul l'ouvrier crée plus de valeur qu'il n'en coûte. En revanche, la valeur des autres moyens de production est uniquement transmise au cours du processus de production aux marchandises nouvellement créées.

#### 2.5.La propriété collective des moyens de production

L'appropriation collective des moyens de production constitue la définition même du communisme. Marx adhère à ce principe dès sa jeunesse, et ne le remet jamais en cause par la suite. S'il considère, dans les Manuscrits de 1844, que seule sa mise en œuvre conditionne la

fin de l'aliénation du travail, il tend par la suite à remplacer cette argumentation philosophique par une analyse à consonance économique, en avançant que la suppression de la propriété privée des moyens de production doit permettre de mettre fin à toute forme d'exploitation de l'homme par l'homme : dans une société où les moyens de production appartiennent à la collectivité, le produit du « surtravail » c'est-à-dire du travail fourni en plus de ce qui est nécessaire à la consommation immédiate des producteurs- reste propriété collective au lieu d'être confisqué par une fraction de la population.

### **3. Les contradictions du capitalisme**

#### **3.1. La baisse tendancielle du taux du profit**

Selon Marx, au fur et à mesure où la part du travail mort (travail accumulé) s'accroît par rapport à celle du travail vivant (seule force de travail créative de plus-value), le système capitaliste est affecté, comme les classiques l'avaient déjà perçu (Ricardo), par un mécanisme de baisse tendancielle du taux de profit.

En effet, sous l'effet de la concurrence, chaque capitaliste a intérêt de recourir aux innovations techniques et les incorporer à son organisation, qu'il est conduit à accroître la part de son capital constant. Proportionnellement, il augmente ainsi plus vite que le capital variable.

Cependant, le capital ne fait que transmettre la valeur qu'il recèle déjà alors que seul le capital variable -la force de travail humaine- possède la particularité d'ajouter de la valeur à la valeur existante. Par conséquent, l'accumulation du capital fait augmenter la masse totale du profit, mais fait diminuer la capacité à extraire de la plus-value et ainsi la baisse tendancielle du taux de profit.

Lorsque ceux-ci auront suffisamment baissé, il en résultera un blocage de l'accumulation qui ne prendra pas la forme de l'arrivée dans un état stationnaire harmonieux, mais celle du déclenchement d'une crise capitaliste qui ne trouvera son issue que dans la destruction et/ou la dévalorisation du capital accumulé. Les rapports de production propres au capitalisme s'avèrent bien un obstacle au développement continu des forces productives.

C'est pour Marx une loi économique très importante puisqu'elle lui permet de montrer que le système capitaliste devient à terme un obstacle au développement économique. Il est condamné à s'autodétruire du fait même de ses propres lois de fonctionnement.

### **3.2. Propriété privés des moyens de production face à une socialisation des processus productifs**

L'analyse des contradictions du capitalisme révèle que la propriété privée des moyens de production est devenue l'obstacle à la poursuite du développement des forces productives. De la même manière qu'il avait fallu à la bourgeoisie capitaliste abolir les ordres et les corporations, l'ensemble des caractéristiques de l'ancien ordre féodal, pour autoriser, sur la base de la propriété privée des moyens de production, le développement du capitalisme industriel, la récurrence des crises typiques de ce dernier mode de production signale qu'à son tour il est devenu un obstacle au développement des forces productives. Cet obstacle tient au fait qu'alors que les processus de production se sont largement socialisés, la propriété des moyens de production, elle, reste privée.

Il faut donc socialiser la propriété des moyens de production pour restaurer l'harmonie originelle entre nature de la production et nature de la propriété, de manière à organiser rationnellement l'émancipation désormais définitive de l'humanité.

### **3.3. L'accumulation du capital**

L'accumulation du capital est le processus qui permet d'augmenter le stock de capital initial par l'investissement, c'est-à-dire par l'utilisation productive d'une partie de la plus-value réalisée. Plus le capitaliste transforme en capital une partie importante de sa plus-value, plus l'accumulation sera forte et plus il s'enrichira. Pour pouvoir accumuler du capital, il doit vendre ses marchandises et retransformer en capital une partie de l'argent ainsi obtenu. Par conséquent, il ne doit pas consommer pour ses propres besoins l'intégralité de sa plus-value. Il ne peut en faire qu'une consommation partielle pour procéder à un réinvestissement.

Selon Marx, l'accumulation du capital se fait le plus souvent avec une diminution de la composition organique du capital. Par exemple, les entreprises se concentrent et se mécanisent. Elles substituent du capital constant au capital variable. Leur demande de travail baisse donc tandis qu'augmente le chômage. Il y a alors un excès de travailleurs par rapport aux besoins de l'économie. Marx qualifie cette surpopulation de relative. L'adjectif relatif s'oppose à celui d'absolu qu'utilisait Malthus pour caractérisait la surpopulation quand le nombre d'habitants d'un pays excède les moyens de subsistance disponibles. La surpopulation relative s'explique, elle, par l'accumulation importante du capital qui ne permet plus d'utiliser toute la population active. Elle contribue d'ailleurs à son tour à l'accumulation puisqu'elle a créé une « armée de réserve industrielle » qui fait baisser les salaires, qui donc fait augmenter la plus-value et ainsi les possibilités d'investissement.

## **Conclusion**

L'œuvre de Marx occupe une place à part au sein de l'histoire de la pensée économique. Cette singularité tient d'abord au caractère largement inclassable, selon les critères traditionnels, d'une doctrine qui relève à la fois de l'économie, de la philosophie, de l'histoire, de la sociologie. En second lieu, son analyse économique vient soutenir un projet de société qui, bien qu'ayant des antécédents, distingue radicalement Marx de la plupart des économistes : s'il n'a évidemment rien d'un libéral acquis aux beautés de la « main invisible », il ne peut pas davantage être rangé dans le camp des interventionnistes de tout poil qui voient dans l'Etat le remède aux défauts de l'économie de marché. Son projet est ni « laisser faire », ni de réguler le marché mais purement et simplement de la supprimer, et avec lui la propriété privée des moyens de production, la monnaie, et (après une phase de transition) l'Etat.

## Chapitre 07 : La pensée néoclassique « le marginalisme »

Au début des années 1870, trois auteurs, de formations intellectuelles différentes travaillent simultanément, de façon indépendante et publièrent des travaux dont les contenus sont étonnamment proches. William Stanley Jevons (1835-1882) en Angleterre, Carl Menger (1840-1921) en Autriche et Léon Walras (1834-1910) en Suisse, fondaient ainsi le marginalisme (leur originalité est la découverte de la notion d'utilité marginale).

La théorie néo-classique naît de réflexions sur l'utilité marginale décroissante des biens consommés. Les Néoclassiques accordent une grande importance aux raisonnements microéconomiques: toute la théorie repose sur des postulats concernant les comportements individuels, à partir desquels les phénomènes collectifs sont expliqués. Ils conçoivent la société comme composée uniquement d'individus, contrairement aux classiques qui envisagent des classes ou des groupes sociaux.

Les néoclassiques restent une partie marquée par la pensée classique puisqu'ils sont défenseurs de la propriété privée et de l'individualisme libéral. Mais, alors que ces derniers mettent l'accent sur les problèmes de l'accumulation du capital, de la croissance économique et du devenir du système économique, les néoclassiques s'attachent à déterminer comment les agents peuvent procéder à la meilleure utilisation possible des biens dont ils disposent, qu'il s'agisse de facteurs de production. La théorie classique du développement est ainsi remplacée par un raisonnement en termes d'équilibre général dans un cadre statique, il s'agit de trouver les modalités d'affectation, d'allocation des ressources rares. Cette approche est fortement bien synthétisée par la définition de de Lionel Robbins : « *La science économique est la science qui étudie le comportement humain comme une relation entre les fins et les moyens rares à usages alternatifs* »<sup>1</sup>.

L'objectif de ce chapitre est de souligner en quoi le marginalisme a pu représenter une révolution visant à renouveler les fondements microéconomiques de l'argumentaire classique en faveur du libéralisme, et conduire dès lors à l'éclosion d'une pensée « néoclassique ». Il s'agit de bien souligner le tournant du point de vue de la théorie de la valeur et des prix mais aussi de la conception du capitalisme et de la science économique (science des choix en univers de rareté).

---

<sup>1</sup> ROBBINS Lionel, 1932, « Essai sur la nature et la signification de la science économique », cité par BONCOEUR J. & TOUEMENT H., 2014, « Histoire des idées économiques : De Walras aux contemporains », 4<sup>ème</sup> édition Armand Colin, Paris, p. 25.

## **1. Contexte d'émergence de la pensée**

Le courant néoclassique apparaît au moment de la seconde révolution industrielle et de l'émergence des mouvements ouvriers. Ceux-ci sont notamment inspirés par les idées de Marx, qui publie « *Le Capital* » en 1867. Marx s'appuie sur les théories classiques de la valeur-travail et de la répartition des revenus pour dénoncer le capitalisme et l'exploitation des travailleurs. Afin de contrer l'analyse marxiste, jusque-là dominante, le courant néoclassique (1870 - 1914) s'applique à rejeter la lutte des classes à réhabiliter le libéralisme économique.

### **1.1.L'avènement de la première mondialisation (1850-1914)**

La période de la première mondialisation est caractérisée par une forte croissance économique, l'industrialisation et une augmentation des échanges internationaux, notamment entre les puissances occidentales. Les coûts de transport se sont significativement réduits dans la seconde moitié du XIX<sup>ème</sup> siècle, avec le développement des chemins de fer et des bateaux à vapeur. Cette première mondialisation a été marquée par deux aspects essentiels :<sup>2</sup>

- La domination du monde par l'Europe ;
- L'hégémonie mondiale de la Grande-Bretagne.

#### **1.1.1. La domination du monde par l'Europe**

À la veille de la Première Guerre mondiale, l'Europe apparaît comme le centre de gravité du monde, son pôle dominant dans tous les domaines. Enrichie par la première et la seconde révolution industrielle, forte d'une population nombreuse et souvent instruite, l'Europe domine le commerce international. 40 % des échanges mondiaux sont réalisés entre les pays de la seule Europe, 37 % entre l'Europe et le reste du monde. Cette domination s'explique par le dynamisme démographique du continent, dont la population a plus que doublé au cours du 19<sup>e</sup> siècle et représente 27 % de la population mondiale.

#### **1.1.2. La hégémonie mondiale de la Grande-Bretagne**

En 1870, la Grande-Bretagne était la première puissance économique mondiale. Sa puissance s'appuyait, à la fois, sur sa suprématie industrielle et commerciale et sur sa suprématie monétaire et financière. La force industrielle britannique reposait sur quelques « leading sectors » tels que le textile, la métallurgie et les constructions mécaniques et navales. Sur le plan commercial, elle était le premier acheteur de matières premières et de produits alimentaires et premier exportateur de produits manufacturés. La place financière de Londres,

---

<sup>2</sup>Perez. Yves., Op.cit., p. 321.

la City, était la première du monde et la livre sterling gagnée sur l'or était la monnaie de référence internationale ce qui affirme son pouvoir monétaire et financier.

## **1.2. Le mouvement des idées (1870-1940)**

Le mouvement des idées s'apparente à la période de « l'Age moderne » de la pensée économique situé entre « l'Age classique » que nous avons étudié auparavant et « l'Age contemporain » qui a commencé après la seconde guerre mondiale. Elle se caractérise par l'évolution des disciplines proches à l'économie notamment, l'histoire, la psychologie et la sociologie, qui ont exercé une influence profonde, quoique souvent souterraine, sur elle.

En effet, l'évolutionnisme est le courant dominant au sein de la philosophie européenne qui revêtu deux formes, le positivisme d'Auguste Comte et le darwinisme d'Ernst Haeckel et Herbert Spencer<sup>3</sup>.

Par ailleurs, l'émergence de l'intérêt pour la politique sociale allemande<sup>4</sup>, nommée « socialisme de la chaire », qui s'opposa aux économistes libéraux au niveau des méthodes et de la conduite de la politique économique. Cet intérêt croissant pour la politique sociale s'est accompagné d'un choix épistémologique en faveur de la méthode historique en économie politique. Les économistes de l'école historique allemande critiquèrent l'étude abstraite effectuée par les économistes classiques et réaffirmèrent l'importance d'étudier chaque économie nationale dans un contexte historique spécifique.

## **2. Les principes fondateurs de la pensée néoclassique**

L'œuvre des néoclassiques consiste dans l'approfondissement et l'aménagement du courant classique initié par Adam Smith à partir de 1776. De manière indépendante et sous des appellations différentes : « degré final d'utilité », « utilité limitée » et « rareté », **Jevons**, **Menger** et **Walras** dégagent en effet la notion « *d'utilité marginale* » à partir de laquelle va se constituer la nouvelle théorie. A ces fondateurs de la théorie néoclassique, s'ajoutent d'autres auteurs qui vont, en quelque sorte, parachever son schéma d'ensemble : **Vilfredo Pareto** (1848- 1923), et **Alfred Marshall** (1842-1924). D'autres auteurs encore vont opérer, plus tard, des réajustements qui donneront le corpus actuel de l'analyse néoclassique : **K. Arrow**, **F.V. Hayek**, **J. Buchanan**, **R.M. Solow**, **M. Friedman**, et **R.E. Lucas**.

En outre, la théorie néoclassique s'appuie sur ces principaux fondements :

---

<sup>3</sup> Yves Perez., Op.cit., p. 338

<sup>4</sup> Ces économistes s'affichèrent comme résolument réformistes et hostiles au socialisme collectiviste et révolutionnaire de type marxiste.

## **2.1. La rupture épistémologique**

Au XIX<sup>ème</sup> siècle l'économie se veut politique : elle est déterminée par les rapports sociaux et de production. Ceci pose problème en ce sens que le discours politique peut être utilisé à des fins démagogiques. À partir de 1870, les économistes veulent raisonner comme en physique, et avec les néoclassiques l'économie devient une science des choix efficaces ; le raisonnement à la marge constitue leur méthode.

Pour faire de l'économie une véritable science, ils préconisent :

- Utiliser les mathématiques comme mode d'expression et de raisonnement ;
- Mettre en valeur des lois, des relations fonctionnelles et les quantités ;
- Vérifier expérimentalement par les statistiques et l'économétrie.

## **2.2. L'individualisme méthodologique « l'homo-oeconomicus ».**

À la base du courant néoclassique, il y a d'abord une approche heuristique: l'individualisme méthodologique qui consiste à étudier le comportement d'un agent économique et à passer au niveau macroéconomique par agrégation ou à postuler que cet agent est représentatif. Cet individu est rationnel, il est motivé par la recherche de son propre intérêt, il cherche à maximiser un bien-être matériel que l'on peut appréhender à travers la quantité de biens et de services à sa disposition.

Il n'y a pas de coordination exacte des actions individuelles, cependant, par le truchement de la main invisible, l'allocation des ressources est efficiente. La recherche par chaque individu de son propre intérêt conduit à une situation collectivement optimale. La liberté de choix et la rationalité des agents, quant à l'utilisation des ressources, permet d'atteindre une situation optimale au sens de Pareto « l'homo-oeconomicus » (à l'équilibre, on ne peut pas accroître la satisfaction d'un individu sans réduire celle d'un ou plusieurs autres individus). Le concept d'Homo-œconomicus est à la base de la théorie: il s'agit d'une conception abstraite de l'être humain, dans laquelle l'individu agit rationnellement, c'est-à-dire en essayant de maximiser sa satisfaction compte tenu de ses ressources limitées.

## **2.3. Une analyse dichotomique**

L'analyse néoclassique pose le principe de la neutralité de la monnaie, d'une séparation entre sphère réelle et sphère monétaire. Seul le niveau général des prix se détermine sur le marché de la monnaie. La quantité de monnaie en circulation n'a aucun effet sur les variables réelles de l'économie. Une progression (ou une contraction) de la masse monétaire est sans conséquence sur la structure des prix relatifs, en particulier elle ne modifie ni le salaire réel, ni le taux d'intérêt réel, deux variables clefs qui assurent l'ajustement sur les marchés d'inputs.

La conception du taux d'intérêt est d'ailleurs dite réelle au sens où ce taux se définit comme le prix de la renonciation à la consommation présente ; le taux d'intérêt est déterminé sur le marché des capitaux (pas sur le marché de la monnaie).

## **2.4. La concurrence pure et parfaite, condition de l'autorégulation des marchés**

Les postulats de la concurrence pure et parfaite sont au nombre de quatre:

- 1) **L'atomicité du marché** : c'est-à-dire une multitude d'offreurs et de demandeurs sur le marché, de sorte qu'aucun ne puisse à lui seul avoir un impact sur les prix ;
- 2) **L'homogénéité des produits** : qui doivent être comparables afin que la concurrence joue uniquement sur les prix ;
- 3) **La fluidité du marché** : chacun peut entrer ou sortir du marché à tout moment;
- 4) **La transparence du marché** : l'ensemble des informations doivent être parfaitement disponibles et gratuites chez tous les agents du marché qui peuvent ainsi entrer en concurrence.

Ce sont là des conditions manifestement irréalistes, et dont l'une des conséquences importantes est de nier tout ce qui fait la diversité du monde socioéconomique : on aboutit ainsi à une abstraction de la société réelle (absence de syndicats, absence de grandes entreprises, absence de diversité dans les qualifications des ressources humaines, et dans les compétences, absences de barrières à l'entrée et à la sortie, absence de rétention d'informations, etc.).

## **3. L'apport des néoclassique**

### **3.1. Valeur et Utilité**

La conception objective de la valeur portée par certains auteurs classiques explique que la valeur d'un bien peut être définie par la quantité de travail nécessaire pour sa production. Les Néoclassiques rejettent cette idée au profit d'une théorie subjective de la valeur: la valeur par l'utilité. Carl Menger (cité par Samuelson, 1990, p. 132) affirme que « *l'utilité est la capacité que possède une chose de servir à la satisfaction des besoins humains* » et que « *la valeur n'est pas inhérente aux biens, elle n'en est pas une propriété; elle n'est pas une chose indépendante qui existe en soi. C'est un jugement que les sujets économiques portent sur l'importance des biens dont ils peuvent disposer pour maintenir leur vie et leur bien-être.* »

Ainsi le prix d'un produit n'est pas déterminé par la production, mais par le marché: c'est simplement le prix que quelqu'un est disposé à payer pour ce produit. Il s'agit du prix « d'équilibre » du marché.

### 3.2. L'utilité marginale

Les auteurs néoclassiques sont aussi appelés « marginalistes », car ils défendent l'idée que la valeur est proportionnelle à l'utilité marginale. Celle-ci est la satisfaction que procure la consommation d'une unité de bien supplémentaire. L'utilité marginale est décroissante: par exemple, si l'on a soif, un verre d'eau procure une grande satisfaction, un second verre une satisfaction un peu moins grande, etc. L'utilité marginale du verre d'eau décroît donc avec la quantité consommée.

### 3.3. L'équilibre partiel et l'équilibre général

A partir de cette théorie de l'utilité et du postulat de rationalité des individus, les économistes néoclassiques analysent le comportement du consommateur (la **demande**) et du producteur (l'**offre**). Le consommateur est rationnel: il cherche à maximiser sa satisfaction tout en minimisant ses dépenses. Il doit faire des choix pour répartir son argent dans les différents produits dont il a besoin. Sa situation optimale (l'**équilibre**) est atteinte lorsque les utilités marginales sont égales pour chaque bien, en tenant compte des prix relatif, c'est-à-dire quand l'achat d'une unité supplémentaire d'un « bien A » lui apporte la même satisfaction que l'achat d'un « bien B » supplémentaire.

Ainsi, on détermine la demande d'un individu à partir de ses choix rationnels. Pour connaître la demande globale sur un marché, il suffit d'additionner toutes les demandes individuelles. La fonction de demande globale est décroissante: plus un bien est cher, moins il y a de demande.

Le producteur est aussi un agent rationnel, son objectif est de maximiser son profit (ou minimiser ses coûts). Dans ce but, il produit des biens en combinant différents « facteurs » (le travail, les machines, la terre). Comme pour le consommateur, le producteur a une situation d'équilibre: lorsque le coût de production d'une unité supplémentaire de marchandise égale le revenu qu'il en tire. En additionnant les offres de chaque producteur, on obtient une fonction d'offre globale. Celle-ci est croissante par rapport aux prix: plus le prix d'un bien est élevé, plus les producteurs voudront augmenter les quantités produites de ce bien.

En confrontant l'offre et la demande globale pour un produit, on trouve la situation d'équilibre qui indique le prix auquel s'échange le produit. En raisonnant sur un seul marché, on fait l'étude d'un **équilibre partiel**. Mais si l'on considère que les marchés s'influencent entre eux (on dit qu'ils sont interdépendants), on étudie l'**équilibre général**. Un changement d'offre ou de demande sur un marché influence directement ou indirectement tous les autres marchés. Léon Walras a proposé un modèle d'équilibre général: il prend en compte

l'interdépendance des marchés. Dans cette situation d'équilibre général, tous les agents sont simultanément dans la meilleure situation possible compte tenu de leurs ressources.

### **3.4. Chômage et crises**

Les économistes néoclassiques s'intéressent peu aux crises et au chômage. Ils pensent que si l'Etat n'intervient pas et qu'on laisse libre cours au marché, le chômage ne peut être que passager et le plein-emploi est assuré. Le chômage ne persiste qu'à cause de l'intervention de l'Etat et des syndicats qui empêchent de baisser les salaires, nuisant à la concurrence sur le marché du travail. S'appuyant sur la loi des débouchés de Say (école classique), les néoclassiques pensent que les crises de surproduction sont impossibles: à une offre globale correspond forcément une demande globale. Ceci sera remis en question lors de la grande crise des années 1930.

### **Conclusion**

Dans le dernier quart du XIX<sup>ème</sup> siècle, le courant néoclassique s'applique à réhabiliter le libéralisme économique afin de contrer l'analyse marxiste très influente. Les néoclassiques reprennent certains concepts des classiques : mécanismes de marché et concurrence pour réguler l'économie, liberté économique, primauté de l'initiative individuelle ou encore État gendarme. En revanche, ils abandonnent leur conception objective de la valeur des biens (théorie de la valeur-travail,) pour une conception subjective, basée sur l'utilité que les biens procurent au consommateur, peu importe la quantité de travail nécessaire à leur production. C'est la révolution marginaliste, avec le concept d'utilité marginale, à la croisée de l'utilité du bien et de sa rareté pour expliquer la valeur d'un produit. Ils accordent une place essentielle au modèle de marché en concurrence pure et parfaite avec flexibilité des prix, ce qui doit être la norme idéale.

Cette école de pensée est considérée la plus comme dominante jusqu'à la naissance de la pensée keynésienne dans les années 1930.

## **Chapitre 08 : La pensée économique keynésienne**

Le keynésianisme est à la fois une école de pensée économique et un ensemble d'approches économiques affiliées à la théorie économique élaborée par l'économiste britannique John Maynard Keynes (1883-1946), notamment dans son ouvrage majeur « *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* » (1936). La thèse centrale des keynésiens est que les marchés seuls ne conduisent pas nécessairement à l'optimum économique. Ils considèrent donc que l'État et les institutions publiques ont un rôle majeur à jouer pour pallier les défaillances du marché. Contrairement aux théories économiques classiques qui prônent le laisser-faire, les keynésiens défendent une intervention active de l'État dans l'économie.

Durant la Grande Dépression des années 30, la théorie économique alors en vigueur n'était pas en mesure d'expliquer les causes de l'effondrement de l'économie mondiale, et encore moins d'inspirer les politiques publiques qui auraient permis de relancer la production et l'emploi. Keynes a ainsi soutenu que l'économie de marché ne comportait pas de mécanismes d'équilibrage automatique pour assurer le plein emploi et justifie l'intervention de l'État par des politiques de stabilisation visant à stimuler la demande et l'emploi.

Même s'il prône l'intervention de l'État dans l'économie, Keynes reste un défenseur du capitalisme, il ne vise pas à repenser entièrement l'organisation du système économique, mais plutôt à réformer le capitalisme existant, en préconisant une action de l'État pour réguler les crises et stabiliser l'économie à court terme.

L'objectif de ce chapitre est de présenter les fondements de la pensée keynésienne et les principales contributions novatrices apportées par ce courant.

### **1. Contexte d'émergence de la pensée keynésienne**

La pensée keynésienne émerge dans un contexte historique inédite marqué par la crise de la grande dépression (1929), la période de l'entre-deux guerres (1919-1929-1939) l'expansion du colonialisme et la montée des régimes totalitaires.

#### **1.1.L'entre-deux guerres : période de « bouillonnement » de la théorie économique**

La période de l'entre-deux- guerres se caractérise par une exceptionnelle fécondité théorique, avec l'émergence de la plupart des concepts fondamentaux de la théorie économique moderne. Le « triangle » : Cambridge-Oxford-Londres est au cœur de cette effervescence intellectuelle. C'est notamment à Cambridge que prend forme la « révolution macroéconomique » initiée par John Maynard Keynes, en parallèle des écrits de l'économiste

polonais Michał Kalecki, des travaux menés à Stockholm sous l'influence d'Eli Heckscher et de l'école suédoise avec Knut Wicksell, Gunnar Myrdal et Erik Lindahl. On trouve aussi à Cambridge, durant la même période, des tentatives de renouvellement de l'orthodoxie<sup>1</sup> marshallienne, à travers le développement par Arthur Pigou de ce qui est convenu d'appeler « l'économie du bien-être », l'économie publique et l'analyse des défaillances de marché.

### **1.2. La crise de 1929 et l'impossibilité de stabilité économique**

La période de l'entre-deux-guerres est principalement marquée par la grande dépression économique qui débute aux États-Unis après le krach financier de 1929, avant de se répandre dans le monde entier. Cette dépression remet en question le paradigme néoclassique alors dominant, qui croyait en la régularité du cycle économique et considérait les crises comme passagères.

Le *chômage de masse durable et croissant* qui accompagne cette dépression, dans un contexte de marchés du travail très libres et dérégulés propres au capitalisme concurrentiel, constitue également une véritable anomalie qui n'a pas de solution satisfaisante dans le cadre théorique en place. En effet, la théorie économique alors en vigueur n'était pas en mesure d'expliquer les causes de l'effondrement de l'économie mondiale, et encore moins d'inspirer les politiques publiques qui auraient permis de relancer la production et l'emploi. Cette situation déclenche alors une nouvelle phase de "révolution" scientifique particulièrement prolifique dans le domaine de l'économie.

Ainsi, la grande dépression de l'entre-deux-guerres, avec ses caractéristiques inédites, remet fondamentalement en cause les théories économiques dominantes de l'époque, ouvrant la voie à de nouvelles approches, notamment le keynésianisme.

### **1.3. Expansion colonial et montée des dictatures**

La période de l'entre-deux-guerres est marquée par un important développement de l'expansion coloniale des puissances européennes en Afrique et Asie. De même, l'ampleur du chômage engendré par cette grande crise économique a contribué à la prise de pouvoir d'Hitler en Allemagne et contribuera à la mise en place d'une dictature nazi. Par ailleurs, face à la Révolution russe, un nouvel État fait son apparition, animé par la volonté de construire une société socialiste à l'échelle mondiale. Cependant, ce projet ambitieux va très rapidement dégénérer et se transformer en une dictature stalinienne

---

<sup>1</sup> A l'opposé de « l'orthodoxie », Keynes se qualifie d'économiste « hétérodoxe », ne s'inscrivant pas dans les courants dominants « orthodoxes ».

## **2. Les principes généraux de la théorie keynésienne**

### **2.1. La révolution de Keynes : « Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie », 1936.**

L'essentiel de la pensée de Keynes est contenu dans la « *Théorie générale* » (1936). Il s'agit d'une analyse de la Grande Dépression où Keynes cherche les facteurs déterminant le volume de l'emploi et propose des solutions au problème du chômage durable. Le titre même de l'ouvrage central de Keynes, "Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie", engage les hostilités contre les théories dominantes. En effet, ce titre met l'accent sur le caractère exceptionnel de l'équilibre économique en soulignant la place centrale du marché monétaire. Keynes insista sur le fait que l'équilibre de plein emploi n'est pas la situation naturelle et spontanée de l'économie, contrairement à ce que postulait la théorie néoclassique. En outre, Keynes ne raisonne pas dans le cadre d'une rationalité économique parfaite, à la différence des néoclassiques. Les agents économiques ne sont pas des homo-œconomicus et ne disposent pas d'information parfaite. De fait, leurs comportements peuvent être erratiques et parfois incohérent.

La révolution keynésienne remet fondamentalement en cause les principes du marginalisme, tant sur le plan des résultats que sur celui des fondements analytiques. Cette remise en cause des fondements théoriques établis constitue le cœur de la rupture opérée par l'approche keynésienne.

### **2.2. Le raisonnement macroéconomique**

La théorie de Keynes est novatrice car elle généralise l'utilisation de l'analyse macroéconomique. Contrairement aux classiques et néoclassiques qui expliquent les mécanismes économiques à partir des décisions individuelles, Keynes prend en compte les décisions des groupes d'agents économiques<sup>2</sup>. Il s'agit donc d'une approche macroéconomique en termes de flux agrégés

Alors que les théories économiques antérieures étaient surtout axées, depuis Walras, sur l'idée d'équilibre, la grande dépression a imposé à l'attention son contraire : le déséquilibre. Un déséquilibre global, dont cette crise économique majeure offrait le spectacle aux économistes. Ainsi, la théorie keynésienne se distingue par son analyse macroéconomique des phénomènes économiques, en rupture avec la prédominance de l'équilibre dans les approches antérieures. Keynes a rompu avec la vision dominante qui ne faisait que totaliser les comportements microéconomiques individuels pour en déduire les lois régissant l'économie dans son

---

<sup>2</sup> Roux V. Op.cit. p. 83.

ensemble. Au contraire, il a montré que les principes valables à l'échelle macroéconomique différaient de ceux gouvernant les unités microéconomiques. Keynes est donc le premier à avoir posé dans toute sa netteté le problème de l'agrégation, c'est-à-dire du passage des comportements microéconomiques aux lois macroéconomiques.

### **2.3. La remise en cause de la loi de Say**

John Maynard Keynes a remis en question la loi de Say, qui stipule que l'offre crée sa propre demande. Keynes a montré que ce n'est pas toujours le cas, notamment en période de sous-emploi. Selon lui, l'économie peut connaître des situations de chômage involontaire, où des travailleurs souhaitent travailler mais ne trouvent pas d'emploi. Cela remet en cause l'idée de la loi de Say selon laquelle il ne peut pas y avoir de sous-emploi durable.

Keynes considère que la demande, et non l'offre, est le moteur principal de l'activité économique. En période de récession, il recommande donc des politiques de relance de la demande, à travers des dépenses publiques et une politique monétaire expansionniste.

Cette critique de la loi de Say a été un élément fondateur de la macroéconomie keynésienne, qui accorde un rôle central à la demande effective pour expliquer les fluctuations économiques. Cela a profondément influencé la politique économique dans de nombreux pays.

## **3. La Demande effective et marché du travail**

Keynes a une vision globale, macroéconomique, il ne considère pas les individus seuls, mais en groupes d'individus. Il étudie leurs actions : la consommation, l'emploi et le chômage. Il cherche à montrer que l'emploi dépend des décisions des entrepreneurs d'embaucher ou non des salariés ; cette décision dépend elle-même de la production, qui résulte de la demande des consommateurs. La demande effective joue donc un rôle primordial.

### **3.1. Principe de la demande effective**

L'emploi, selon Keynes, dépend du volume de la production, qui dépend elle-même de la demande effective. Le concept de demande effective signifie « ... *le principe par lequel la théorie keynésienne détermine l'équilibre global de l'économie, c'est-à-dire la valeur prise à l'équilibre, entre autres, par le volume de la production et celui de l'emploi* »<sup>3</sup>.

En effet, pour expliquer le principe de la demande effective, Keynes part de revenu de l'entrepreneur. Celui-ci s'obtient en retranchant du chiffre d'affaires global des ventes le coût des facteurs.

---

<sup>3</sup> Samuelson A. Op.cit., p. 419.

Keynes suppose que les entrepreneurs vont s'efforcer d'atteindre le profit le plus élevé possible.

A partir de là, il définit :

-La fonction d'offre globale :  $X=q(N)$  ou  $N$  figure le niveau d'emploi

-La fonction de demande globale :  $D = f(N)$ .

Si pour un volume d'emploi donnée,  $D$  est supérieur à  $X$ , les entrepreneurs choisiront d'accroître le volume de l'emploi de façon à ce que  $X=D$

Le volume de l'emploi est donc déterminé par l'intersection entre la courbe d'offre globale et la courbe de demande globale. En ce point, le profit perçu par les entrepreneurs est maximal.

Chez Keynes, ce point correspond à ce qu'il appelle la demande effective ou demande anticipée par les chefs d'entreprise. Cependant, il souligne que rien n'indique que ce point correspond à la réalisation de plein emploi. A ce stade, Keynes se démarque vraiment du raisonnement classique.

Keynes distingue dans la courbe de demande globale :

- La demande de biens de consommations  $D1$ .
- La demande d'investissement,  $D2$ .

### **3.2.Les déterminants de la demande effective**

Il montre que, lorsque le revenu croît, l'emploi croît également. Cependant, lorsque le revenu augmente, la consommation n'augmente pas montant équivalent. En effet, Keynes explique que la propension à consommer est inférieure à 1, c'est-à-dire que les individus ne consomment jamais la totalité d'un supplément de revenu mais qu'ils choisissent d'en garder une partie sous forme d'épargne.

Autrement dit, c'est le niveau d'investissement qui détermine celui de l'emploi et non plus l'équilibre entre l'offre et la demande sur le marché du travail comme le soutenaient les classiques. Le niveau de l'investissement dépendra des anticipations que font les chefs d'entreprise au sujet de l'évolution de la demande sur le marché.

Ces anticipations les amèneront ou non à investir et à s'engager dans l'amorce d'un nouveau cycle de production de biens et services impliquant l'embauche de nouveaux travailleurs.

L'énoncé de principe de demande effective montre que chez Keynes :

- Les sphères de la production et de la circulation des biens et services ne sont plus séparées comme chez les classiques mais étroitement liées en elles.

- Le volume de la production de biens et services, et par conséquent celui de l'emploi, est déterminé par l'ensemble des anticipations que font les chefs d'entreprise sur l'évolution de la demande. Il en résulte que le plein emploi n'est plus assuré comme dans le modèle classique.

### 3.2.1. La consommation

Les décisions de consommation prises par les ménages peuvent s'expliquer à l'aide du concept de « *propension à consommer* ». Chez Keynes, la consommation est fonction du **revenu**. Elle tend à augmenter avec celui-ci.

Cependant, et en vertu de ce que Keynes appelle la « *loi psychologique fondamentale* », la consommation croît avec le revenu mais dans une moindre proportion. Ainsi, à mesure que le revenu des ménages augmente, leur consommation augmente également, mais à un rythme décroissant. Une fraction du revenu supplémentaire est épargnée par les ménages, le plus souvent à des fins de précaution.

Cette loi peut être interprétée de plusieurs façons, mais pour bien la comprendre, il est essentiel de faire la distinction entre la propension moyenne à consommer (PMC) et la propension marginale à consommer (PmC). La PMC représente la proportion du revenu consacrée en moyenne aux dépenses de consommation, tandis que la PmC désigne la part d'un revenu supplémentaire qui est allouée aux dépenses de consommation.

### 3.2.2. L'investissement et l'intérêt

Dans la théorie générale, Keynes a profondément étudié les déterminants de l'investissement et de l'intérêt. Son analyse s'appuie sur deux concepts principaux : *l'efficacité marginale du capital* et *la préférence pour la liquidité*.

#### a) L'efficacité marginale du capital (EMC)

L'efficacité marginale du capital est le taux de rendement anticipé d'un investissement supplémentaire dans le capital. Elle mesure le profit qu'une entreprise peut espérer générer par rapport au coût d'investissement.

Selon Keynes, les entreprises prendront des décisions d'investissement en fonction de la comparaison entre l'EMC et le taux d'intérêt. Si l'EMC d'un projet est supérieur au coût du capital (taux d'intérêt), l'investissement sera considéré comme rentable.

L'augmentation du capital va s'effectuer jusqu'au moment où l'efficacité marginale du capital au taux d'intérêt prévalant sur les marchés financiers. Une fois ce point atteint, les entrepreneurs préféreront placer leurs capitaux sur les marchés financiers plutôt que d'acquérir de nouveaux moyens de production.

Dans ce cas de figure, les entrepreneurs préfèrent spéculer plutôt que d'investir, en attendant une nouvelle conjoncture favorable.

### **b) La préférence pour la liquidité**

Chez Keynes, la préférence pour la liquidité désigne la volonté des agents économiques de conserver une certaine quantité d'argent liquide pour faire face à des besoins immédiats ou imprévus, plutôt que de l'investir dans des actifs moins liquides. Cet arbitrage entre le degré de liquidité des actifs s'effectue en fonction de trois motifs :

- **Précaution** : Les individus conservent des liquidités pour se protéger contre les imprévus, comme des dépenses imprévues ou des pertes de revenus.
- **Transactions** : Les liquidités sont nécessaires pour effectuer des transactions quotidiennes, comme acheter des biens et des services.
- **Spéculation** : Les agents peuvent préférer conserver des liquidités pour saisir des opportunités d'investissement avantageuses lorsque les conditions de marché sont favorables.

La préférence pour la liquidité influence la demande de monnaie dans l'économie. Lorsque les gens préfèrent détenir de la liquidité, la demande de monnaie augmente, ce qui peut affecter les taux d'intérêt et les niveaux d'investissement.

Selon Keynes, il existe une relation inverse entre la préférence pour la liquidité et le taux d'intérêt : lorsque les taux d'intérêt sont bas, les agents sont plus enclins à détenir des liquidités, tandis qu'à des taux élevés, ils peuvent être incités à investir.

Chez Keynes, le taux d'intérêt représente la rémunération d'une renonciation (temporaire) à la liquidité. Lorsque le taux d'intérêt s'élève, les titulaires d'encaisses monétaires ont plutôt intérêt à les conserver car leur valeur va s'accroître. Lorsque le taux d'intérêt s'abaisse, les détenteurs d'encaisses monétaires ont plutôt tendance à s'en débarrasser. Ils peuvent, par exemple, choisir d'acquérir des biens réels comme, des biens d'investissement dans le but d'augmenter leur production de biens et services.

On peut voir que mettre en avant cette explication implique de considérer la monnaie non seulement comme un moyen de transaction (comme le pensaient les économistes classiques),

mais aussi comme *une réserve de valeur*. De plus, la monnaie est perçue comme une réserve de valeur supérieure aux titres financiers, ce qui peut expliquer pourquoi les individus privilégient la liquidité et demandent une compensation pour s'en éloigner.

En outre, la détention de monnaie permet de faire face à tout moment à n'importe quel engagement, d'honorer n'importe quelle dette, dans une économie où tous les contrats sont libellés en unité de compte.

### **3.3.Marché du travail et chômage involontaire**

Contrairement à la théorie classique, qui ne reconnaît que le chômage frictionnel et volontaire, le modèle keynésien introduit la notion de chômage « involontaire », où des travailleurs souhaitent travailler au salaire courant mais ne trouvent pas d'emploi en raison d'une demande insuffisante. Les objectifs de production sont donc donnés et en découle la quantité de main d'œuvre nécessaire. Cette quantité de main d'œuvre peut être différente de la quantité d'actifs disponibles: il existe alors un chômage (qualifié d'involontaire). C'est la situation d'équilibre de sous-emploi. Keynes souligne que la demande globale pour les biens et services détermine le niveau d'emploi. Une faible demande effective peut conduire à un chômage élevé, même si les salaires sont flexibles.

Dans le modèle keynésien, les salaires ne s'ajustent pas toujours rapidement pour équilibrer l'offre et la demande de travail. Cela peut être dû à des contrats à long terme<sup>4</sup>, à des normes sociales<sup>5</sup> ou à des interventions gouvernementales (comme le salaire minimum). Ainsi, lorsque la demande globale diminue, les entreprises ne peuvent pas ajuster les salaires à la baisse pour maintenir leurs effectifs. Cela entraîne un excédent d'offre de travail, c'est-à-dire un chômage involontaire.

Les rigidités salariales sont un élément central de la théorie keynésienne, expliquant pourquoi le marché du travail ne parvient pas toujours à s'ajuster rapidement aux conditions économiques changeantes. Elles contribuent à la persistance du chômage involontaire et soulignent la nécessité d'interventions gouvernementales pour stabiliser l'économie.

---

<sup>4</sup> De nombreux travailleurs sont engagés par des contrats qui fixent leur salaire sur une période déterminée. Ces contrats empêchent les ajustements rapides des salaires en cas de changements économiques.

<sup>5</sup> Les travailleurs et les syndicats s'opposent souvent à des réductions de salaire pour préserver leur niveau de vie. Cela peut conduire à des situations où les entreprises ne peuvent pas réduire les salaires pour ajuster leurs coûts, entraînant ainsi un chômage persistant.

#### **4. Le rôle de la monnaie**

Chez Keynes, l'idée que la monnaie n'est pas neutre est fondamentale et se distingue des théories économiques classiques. Il soutient que la monnaie joue un rôle actif dans l'économie, influençant non seulement les prix, mais aussi la production et l'emploi. Contrairement à la vision classique où la monnaie est considérée comme un simple moyen d'échange, Keynes voit la monnaie comme un facteur déterminant de l'activité économique. Il introduit le concept de préférence pour la liquidité, qui désigne la tendance des individus à conserver de la monnaie plutôt qu'à l'investir ou à la dépenser. Cette préférence peut affecter la demande globale et, par conséquent, l'activité économique.

Par ailleurs, les taux d'intérêt, influencés par la politique monétaire, impactent directement les décisions d'investissement des entreprises. Une baisse des taux d'intérêt peut stimuler l'investissement, tandis qu'une hausse peut le freiner. Ainsi, la manipulation de la monnaie par les autorités peut avoir des effets réels sur l'économie.

La non-neutralité de la monnaie est également visible dans les cycles économiques. En période de crise, la contraction de la masse monétaire peut aggraver la récession, tandis qu'une expansion monétaire peut aider à relancer l'économie.

En résumé, pour Keynes, la monnaie *n'est pas neutre* car elle influence activement l'économie en affectant la demande, les investissements et les cycles économiques. Cette vision justifie l'intervention de l'État et des banques centrales pour réguler l'économie et maintenir la stabilité.

#### **5. Intervention de l'Etat**

Le système économique chez les classiques et les néoclassiques tend spontanément vers l'équilibre. Les interventions de l'Etat n'auraient pour seul effet que de fausser les mécanismes d'ajustement du marché. Keynes va renverser cette problématique en considérant l'économie libérale comme susceptible de générer des situations de déséquilibres structurels où le jeu des automatismes spontanés du marché n'est pas suffisant pour garantir le retour à un équilibre de plein emploi. Il préconisa le recours privilégié aux interventions de politique économique de l'Etat, qui devront faire en sorte d'élever la demande effective, et par là le niveau d'emploi.

Défenseur de l'Etat-providence, Keynes considère que l'Etat doit intervenir en période de crise ; il doit pour cela sortir de ses seules compétences régaliennes, propres de l'Etat

gendarme. Pour lui, l'État est un acteur clé pour assurer la stabilité économique et promouvoir la croissance, en intervenant activement dans l'économie.

Par ailleurs, il convient de souligner que Keynes n'adhéra jamais aux thèses socialistes et, en particulier, à la collectivisation des moyens de production. Il demeurera toute sa vie attaché au libéralisme économique tout en contribuant à créer une nouvelle variété de libéraux, les libéraux interventionnistes.

## **6. Politique économique et effet multiplicateur**

Keynes soutenait que l'État doit jouer un rôle actif dans l'économie pour stabiliser la demande globale. Il doit intervenir pour atténuer les cycles économiques, stimuler la demande en période de récession et relancer la croissance par le biais des politiques budgétaires monétaires.

### **6.1. La politique budgétaire et fiscal**

L'expansion budgétaire, qui se traduit par une augmentation des dépenses publiques, vise à stimuler la demande globale. En investissant dans des projets d'infrastructure, par exemple, l'État injecte des fonds dans l'économie, ce qui augmente, par effet multiplicateur<sup>6</sup>, la consommation et l'investissement. En finançant des projets publics, l'État peut embaucher directement des travailleurs et stimuler l'emploi dans des secteurs connexes. Des politiques budgétaires expansionnistes peuvent également renforcer la confiance des consommateurs et les anticipations des investisseurs.

Par ailleurs, Keynes défendit notamment l'idée selon laquelle il était judicieux pour un gouvernement confronté à une situation durable de sous-emploi:<sup>7</sup>

- D'accroître le déficit budgétaire afin de développer des politiques de grands travaux.
- De soutenir la demande en allégeant les impôts des couches les plus modestes de la population et d'agir ainsi sur leur propension à consommer.

Selon Keynes, le déficit budgétaire se résorba de lui-même lorsque l'économie sortira de la récession et retrouva son sentier de croissance naturel.

---

<sup>6</sup> Les dépenses publiques ont un effet multiplicateur. Lorsqu'un gouvernement dépense, cela génère des revenus pour les travailleurs et les entreprises impliquées, qui à leur tour dépensent une partie de ces revenus, entraînant une augmentation supplémentaire de la demande.

<sup>7</sup> Yves PEREZ, op.cit., p. 485.

## 6.2. La politique monétaire

Une politique monétaire expansionniste pour soutenir l'activité est nécessaire. La hausse de l'offre de monnaie conduit à une diminution du taux d'intérêt, qui conduit à son tour à une hausse de l'investissement et donc le revenu et l'emploi grâce à *l'effet multiplicateur*<sup>8</sup>. Cependant, un obstacle majeur à cette approche réside dans l'existence de conventions concernant la valeur future des taux d'intérêt, qui pourraient compromettre les intentions des autorités. Ce phénomène est particulièrement marqué en période de crise, lorsque la confiance diminue, entraînant une forte préférence pour la liquidité et un effondrement de l'efficacité marginale du capital.

## 6.3. Effet multiplicateur

L'effet multiplicateur keynésien est un concept fondamental dans la théorie économique de John Maynard Keynes, qui illustre comment une variation des dépenses (publiques ou privées) peut avoir un impact disproportionné sur le revenu national. Il désigne le processus par lequel une augmentation initiale des dépenses entraîne une augmentation plus que proportionnelle du revenu national.

Par exemple, si le gouvernement dépense 1 milliard de dinars pour un projet d'infrastructure, le revenu national peut augmenter de plusieurs milliards de dinars en raison des dépenses supplémentaires générées par cette injection initiale.

En effet, lorsqu'une dépense est effectuée (par exemple, par le gouvernement ou une entreprise), cela crée des revenus pour les personnes et les entreprises impliquées dans cette dépense. Ces bénéficiaires dépensent une partie de leurs nouveaux revenus pour acheter des biens et des services, ce qui génère des revenus supplémentaires pour d'autres acteurs économiques.

Le multiplicateur (k) peut être calculé à l'aide de la formule suivante :  $k = 1 / (1 - c)$  où c est la propension marginale à consommer (PMC), c'est-à-dire la proportion d'un revenu supplémentaire que les ménages choisissent de dépenser.

Il existe trois (03) Types d'effets multiplicateurs

- 1) **Multiplicateur de la dépense publique** : Les dépenses gouvernementales (infrastructure, services publics) ont un effet direct sur la demande globale ;

---

<sup>8</sup> L'effet multiplicateur en politique monétaire fait référence à la manière dont une modification de la masse monétaire (par exemple, une baisse des taux d'intérêt) peut entraîner une augmentation plus que proportionnelle de la production et de l'emploi dans l'économie.

- 2) **Multiplicateur d'investissement** : les investissements privés peuvent également avoir un effet multiplicateur similaire, en stimulant la production et l'emploi.
- 3) **Multiplicateur fiscal** : les réductions d'impôts peuvent accroître le revenu disponible des ménages, augmentant ainsi la consommation.

Bien qu'il soit un outil puissant pour comprendre la dynamique économique, il est essentiel de considérer ses limitations et les contextes dans lesquels il opère. En effet, des fuites dans le système (épargne, importations, taxes) peuvent réduire l'impact du multiplicateur. Par exemple, si une partie des revenus générés est épargnée ou utilisée pour acheter des biens importés, l'effet multiplicateur sera atténué. De plus, en période d'incertitude économique, même avec des taux d'intérêt bas, les entreprises peuvent hésiter à investir, limitant ainsi l'effet multiplicateur. Enfin, si l'économie est déjà proche de sa pleine capacité, une augmentation de la demande peut entraîner des pressions inflationnistes, ce qui peut réduire l'efficacité du multiplicateur.

Les attentes des agents économiques jouent un rôle crucial dans la dynamique économique. L'État doit donc communiquer clairement ses intentions pour influencer positivement ces anticipations.

### **Conclusion**

Alors que les classiques cherchaient plutôt à modifier les structures fondamentales de l'économie, Keynes veut lever les contraintes sur le court terme au travers des politiques macroéconomiques menées pour soutenir la conjoncture économique. Cette politique économique, appliquée durant de nombreuses années par les pays occidentaux, a pourtant été remise en cause dans les années 1970. La combinaison de l'inflation et du chômage a en effet montré les limites de la politique keynésienne. Les monétaristes vont alors gagner du terrain, et largement critiquer ces politiques.

Cependant, la pensée keynésienne reste un pilier de l'économie contemporaine, influençant les politiques économiques dans le monde entier. Elle souligne l'importance d'une réponse proactive de l'État face aux défis économiques, promouvant ainsi la stabilité et la croissance.

## Conclusion générale

En conclusion, après les précédents chapitres, il apparaît que l'histoire de la pensée économique témoigne d'une évolution riche et complexe, marquée par des courants de pensée variés qui ont façonné notre compréhension des mécanismes économiques et de la société. Depuis les réflexions des philosophes grecs sur la justice et l'économie, jusqu'aux théories modernes du capitalisme et du socialisme, chaque période a apporté des contributions significatives.

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, avec des penseurs comme Adam Smith, l'économie a commencé à être perçue comme une science à part entière, introduisant des concepts tels que la main invisible et la division du travail. Le XIX<sup>e</sup> siècle a vu l'émergence de l'économie politique, avec des figures comme Karl Marx, qui ont critiqué le capitalisme et proposé des alternatives basées sur l'égalité sociale.

Au XX<sup>e</sup> siècle, la pensée économique a été influencée par des crises économiques, menant à des approches variées, allant du keynésianisme, qui prône l'intervention de l'État, au néolibéralisme, qui valorise le marché libre. Aujourd'hui, la réflexion économique intègre des dimensions sociales, environnementales et éthiques, témoignant d'une prise de conscience croissante des limites des modèles traditionnels.

En somme, l'histoire des idées économiques est un miroir des transformations sociales et politiques, illustrant comment les théories économiques évoluent en réponse aux défis contemporains, tout en continuant à influencer les politiques publiques et les comportements individuels.

Il est important de reconnaître que les travaux des économistes resteront toujours approximatifs, imprécis et contextuels, valables uniquement sous certaines conditions. Face à cette réalité, nous devons admettre que l'histoire de la pensée économique est marquée par des débats sans fin. Le débat public est inondé d'informations économiques ; il n'y a pas un jour sans que les médias ou les discours politiques évoquent des sujets comme l'endettement national, les déficits budgétaires, les impôts, la TVA, le salaire minimum, les allègements de charges, l'inflation, les investissements, le taux de chômage ou les faillites d'entreprises.

Ce support de cours, destiné aux étudiants, ne peut prétendre retracer avec précision l'ensemble des pensées économiques, dont les origines remontent aux civilisations préhistoriques. Cependant, il constitue un outil essentiel pour fournir des repères historiques clairs sur l'évolution de cette discipline.

## **Bibliographie :**

- 1) Alain Béraud et Gilbert Faccarello (dir.), « Nouvelle histoire de la pensée économique », tomes 2, éditions La découverte, Paris, 2000.
- 2) Barrère, A., « Histoire de la pensée économique », Cujas, Tome I Paris, , 1995
- 3) Baslé, M., « Histoire des pensées économiques (2 tomes) », Sirey, 1997
- 4) BEN YAOU, « Notes et documents du cours d'histoire de la pensée économique », faculté de Sces économiques, commerciales et des Sces de gestion, Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou, 2015.
- 5) Beraud, A. et Faccarello G. (dir.) : Nouvelle histoire de la pensée économique, t. 1 "Des scolastiques aux classiques",1992; t. 2 "Des premiers mouvements socialistes aux néo-classiques", t. 3 "Des institutionnalistes à la période contemporaine", Paris, Ed. La Découverte, 2000.
- 6) Blaug, M., La pensée économique, origines et développement, Paris, Economica, 1986.
- 7) Boncoeur (Jean) Et Thouément (Hervé), « Histoire des idées économiques, tome 1 : « De Platon à Marx », tome 2 : « De Walras aux contemporains », 4ème édition Armand Colin, 2014.
- 8) Daniel Martina, « La pensée économique. 1/ Des mercantilistes aux néo-classiques », Edition Armand Colin, Paris, 1991.
- 9) Deleplace G., « Histoire de la pensée économique : Du « royaume agricole » de Quesnay au « monde à la Arrow-Debreu », édition Dunod, Paris, 2018.
- 10) Deleplace G., Lavialle C., « Histoire de la pensée économique », édition Dunod, Paris, 2008.
- 11) Denis, H., Histoire de la pensée économique, 11ème éd., Paris, Quadrige, 1999.
- 12) Denis, H., La formation de la science économique, PUF, 1973
- 13) Dubœuf, F., Introduction aux théories économiques, Repères, La Découverte, 1999.
- 14) Etner, F., Histoire de la pensée économique, Paris, Economica, 2000.
- 15) Gérard Marie Henry, 2009 « Histoire de la pensée économique », édition Armand Colin, Paris.
- 16) Lelarge G., Dictionnaire thématique de citations économiques et sociales, Hachette Éducation, 1. Paris, 1993
- 17) Príbram, K., Les fondements de la pensée économique, Economica, 1986.
- 18) Rezig .A., 2010, « Leçons d'Histoire de l'analyse économique », OPU, Alger, p..

- 19) Samuelson, Alain, 1993, « Les grands courants de la pensée économique. Concepts de base et questions essentielles ». Office des Publications universitaires, Alger
- 20) Schumpeter, J. A., Histoire de l'analyse économique, trois tomes, Gallimard, 1983
- 21) Wolff, J., La pensée économique des origines à nos jours, Paris, Economica, 1993.
- 22) Yves, Perez., « Histoire de la pensée économique », édition Ellipses, Paris, 2017.

## **Résumé :**

L'histoire de la pensée économique témoigne d'une évolution riche et complexe, marquée par des courants de pensée variés qui ont façonné notre compréhension des mécanismes économiques et de la société. Depuis les réflexions des philosophes grecs sur la justice et l'économie, jusqu'aux théories modernes du capitalisme et du socialisme, chaque période a apporté des contributions significatives.

Au XVIIIe siècle, avec des penseurs comme Adam Smith, l'économie a commencé à être perçue comme une science à part entière, introduisant des concepts tels que la main invisible et la division du travail. Le XIXe siècle a vu l'émergence de l'économie politique, avec des figures comme Karl Marx, qui ont critiqué le capitalisme et proposé des alternatives basées sur l'égalité sociale.

Au XXe siècle, la pensée économique a été influencée par des crises économiques, menant à des approches variées, allant du keynésianisme, qui prône l'intervention de l'État, au néolibéralisme, qui valorise le marché libre. Aujourd'hui, la réflexion économique intègre des dimensions sociales, environnementales et éthiques, témoignant d'une prise de conscience croissante des limites des modèles traditionnels.

En somme, l'histoire des idées économiques est un miroir des transformations sociales et politiques, illustrant comment les théories économiques évoluent en réponse aux défis contemporains, tout en continuant à influencer les politiques publiques et les comportements individuels.

**Mots clés :** Idée économique, Richesse, classique, Monnaie, Valeur, néoclassique, Prix, Crise, Rôle de l'Etat, Keynes.